

la somme et le reste

Études lefebvriennes - Réseau mondial

DES MUMÉROS SPÉCIAUX, COMME INTERVENTIONS DANS LE SOCIAL ET LE POLITIQUE

D'où parlons-nous ? Henri Lefebvre constatait, c'était en 1963, « Les idéologies (qu'il ne faut pas confondre avec les symboles ou les valeurs) sont généralement essayées, élaborées, formulées, lancées par des groupes et des individus marginaux par rapport aux classes. Dans notre société contemporaine, nous savons que *l'intelligentsia* constitue un tel groupe marginal, aussi bien par rapport à la classe dominante que par rapport au prolétariat (en ce qui concerne la fraction de *l'intelligentsia* qui penche vers la classe ouvrière ou opte franchement pour elle). Les éléments spécialisés qui s'occupent de l'idéologie – écrivains, philosophes, journalistes, ou encore éditeurs, directeurs de publications, etc. – sont donc souvent a-typiques par rapport aux classes ; les éléments typiques se taisent, écrivent peu, même et surtout s'ils sont agissants. » Cette citation est extraite d'une importante étude intitulée *Psychologie des classes sociales*, re-découverte récemment par Jean Magniadas.

Dans l'introduction à cette étude, Lefebvre notait encore, après des observations poursuivies pendant plusieurs années sur quelques entreprises, l'influence exercée par des groupes syndicaux minoritaires, hors de proportions avec leur réalité qualitative et quantitative, et qui cependant jouaient un rôle déterminant. Ce qui le conduisait à cette conclusion :

« a) Dans les cas observés, le **leader d'opinion** et le **leader d'action** se distinguent. Il y a même des tensions entre les deux ;

b) Le **leadership d'opinion** est détenu par des éléments marginaux, peu représentatifs, mais en contact avec d'autres groupes sociaux et en relation avec la société globale existante ;

c) Le **leadership d'action** appartient à des représentants typiques du groupe, fortement intégrés à lui parce que le structurant par rapport aux autres classes sociales. »

Nous revendiquons notre appartenance à cette *intelligentsia* qui opte franchement pour la classe ouvrière. Jouerons-nous un rôle de **leadership d'opinion** dans la société ? Cette place ne pourrait résulter que des recherches entreprises et des travaux réalisés. Ce n'est pas en tout cas à nous de répondre.

Sommaire

Armand Ajzenberg : classes et formes modernes de lutte de classe

- Les forces sociales en présence	2
- Psychologie collective des classes	3
- Les classes dans une société globale	4
- Ce qui a changé depuis 1963	10
- Production et extraction de plus-value	15
- Formes prises par la lutte de classe	16
- Les coordinations	21

Revue éditée par l'Association
La Somme et le Reste.

Avec la participation d'Espaces Marx
Diffusée par courrier électronique

64, Bd Auguste Blanqui
750 13 Paris

Tél. : 01 60 02 16 38

E mail : Pensee lefebvre@aol.com

Site Internet : www.Espaces-Marx.eu.org/SomReste

Abonnement : versement unique de
20,00 Euros. Chèque à l'ordre de :
« Association la somme et le reste »

Président de l' « Association la somme et le reste » : Armand Ajzenberg

Rédacteurs(trices) – correspondants(antes) :

Ajzenberg Armand (F), Andrade Margarita Maria de (Brésil), Anselin Alain (Martinique), Beurain Nicole (F), Benyounes Bellagnes (F), Bihr Alain (F), Carlos Ana Fani Alessandri (Brésil), Damiani Amélia Luisa (Brésil), Devisme Laurent (F), Gromark Sten (Suède), Guigou Jacques (F), Hess Rémi (F), Joly Robert (F), Kofman Éléonore (Royaume Uni), Labica Georges (F), Lantz Pierre (F), Lenaerts Johny (Belgique), Lufti Eulina Pacheco (Brésil), Martins José de Souza (Brésil), Montferran Jean-Paul (F), Müller-Schöll Ulrich (Allemagne), Nasser Ana Cristina (Brésil), Öhlund Jacques (Suède), Oseki J.H. (Brésil), Péaud Jean (F), Querrien Anne (F), Rafatdjou Makan (F), Sangla Sylvain (F), Seabra Odette Carvalho de Lima (Brésil), Spire Arnaud (F), Sposito Marilia Pontes (Brésil), Tosel André (F).



CLASSES ET FORMES MODERNES DE LA LUTTE DE CLASSE

Un article court, prélude au texte qui suit, publié dans *L'Humanité* le 29 mai 2003 et intitulé *Ces classes qu'on se dispute*, pouvait donner à penser, à ceux qui l'avaient lu, qu'il s'agissait, encore, à propos ici des classes moyennes, d'une énième manière de mener une lutte de classement des forces sociales en présence. Jusqu'ici, ces luttes de classement avaient – et elles ont toujours – plus pour objet la justification d'une thèse qu'une analyse véritablement, objective (?) de la situation existante (ex. André Gorz avec *L'adieu au travail*, Jérémy Rifkin avec *La fin du travail*, etc.).

En fait, dans l'article de *L'Humanité*, il s'agissait, d'abord, de mettre en évidence l'émergence de formes modernes de luttes de classe. Ce qu'Henri Lefebvre, dès les années 80, avait constaté. Formes modernes de lutte de classe qui ne sont plus tout à fait de la lutte de classe traditionnelle, disait-il, car non intrinsèquement attachée à un sujet historique : la classe ouvrière déjà constituée. Formes modernes de lutte de classe où les classes moyennes participent. Formes modernes de lutte de classe qui, pour lui, n'abolissent pas les formes traditionnelles, mais les incluaient dans l'ensemble plus large précédent.

C'est dans cette perspective – imbrication des formes traditionnelles de lutte de classe et de celles modernes – qu'une analyse des forces sociales en présence s'impose. Nous poserons ici en postulat la réalité économique, sociale, idéologique des classes sociales, mais aussi leur réalité... psychologique.

LES FORCES SOCIALES EN PRÉSENCE

Les classes sociales sont des ensembles flous, eux-même traversés par des oppositions. Classe ouvrière, par exemple : « qualifiés-non qualifiés », « Français-immigrés », « hommes-femmes », « CDD-CDI », etc. Ces ensembles flous sont cependant, aussi, unis par des identités : place dans la société, possession ou non des moyens de production, intérêts communs, besoins, etc.

Les besoins ? Henri Lefebvre, dans le tome 2 de *Critique de la vie quotidienne*, en 1961 donc, écrit à propos du *Psychologie des classes sociales* à venir : « Dans la théorie générale du besoin, nous montrerons comment le prolétariat en tant que tel contient le phénomène humain total : besoin-travail-jouissance et comment il reste proche de la spontanéité fondamentale qui se révèle dans ces trois dimensions. »

Cependant en 1963, dans l'étude en question, il abandonne la caractérisation des classes par les besoins. « Nous pouvons supposer que les classes sociales se caractérisent différenciellement par des besoins, et qu'une psychologie collective satisfaisante s'établira à partir de leur étude. Malheureusement, la notion de besoin, loin d'être claire, ne peut se passer d'une élaboration conceptuelle. De plus, l'expérience et la pratique sociale montrent aujourd'hui (sauf preuve du contraire) un processus de la plus haute importance : la généralisation des besoins. Des besoins analogues se font jour à l'échelle mondiale, sans égard aux différences de pays, de race, de classe, de régime politique. Cette uniformisation ne s'accomplit pas au cours d'un nivellement par en bas, mais par une croissance quantitative et qualitative. (...) Il se pourrait que cette recherche établisse que les besoins et aspirations de la classe ouvrière sont qualitativement distincts de ceux des autres classes ; impliquant l'exigence de solidarité, de liberté, de dignité, de fraternité, les besoins du prolétariat auraient cessé d'être plus pauvres, plus réduits que ceux de la bourgeoisie. Malheureusement encore, les distinctions entre besoins profonds et besoins factices, besoins élémentaires et supérieurs, besoins matériels et besoins collectifs, spirituels, culturels ou moraux, ne sont ni élaborées ni

suffisamment reliées à l'analyse critique de la pratique sociale. »

La difficulté à caractériser les classes sociales, plus grande encore aujourd'hui qu'hier, n'est pas signe de leur inexistence. Cette réalité des classes sociales peut-elle être démontrée par l'existence des partis politiques ? Rien de moins sûr. La répartition des classes en syndicats est déjà plus probante. La bourgeoisie a le sien : hier le CNPF, aujourd'hui le MEDEF ; la classe paysanne aussi, avec la FNSEA et la Confédération Paysanne ; les cadres, masse importante des classes moyennes salariées, ont comme syndicat représentatif la CGC ; les ouvriers, employés et une partie des cadres et techniciens sont divisés entre CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD. Des classes moyennes spécifiques de la fonction publique (enseignants, justice, police...) sont représentées par des syndicats particuliers.

Le constat de l'existence de ces syndicats de classe ne permet cependant pas la caractérisation différentielle de celles-ci, ni l'analyse des contradictions et liens qui les traversent. On a vu Henri Lefebvre annoncer puis renoncer à identifier les classes à partir des besoins. Il en aurait été de même s'agissant des intérêts de classe ou de la possession ou non des moyens de production. À chaque fois, la réalité serait difficile à appréhender.

PSYCHOLOGIE COLLECTIVE DES CLASSES SOCIALES

Dans le texte déjà cité pour attester de la réalité des classes sociales, Henri Lefebvre utilise une autre grille d'analyse : la psychologie collective des classes. Idée qui lui en vient, dit-il, d'indications brèves trouvées chez Marx. Ce qui est souvent le cas chez lui, par exemple à propos du concept d'« homme total ».

Pour justifier sa démarche, il écrit : « Dans la *Critique de la philosophie hégélienne de l'État*, Marx examine trois aspects de l'individualité non mutilée, au sein d'une totalité sociale elle-même non mutilée par une pensée et une action unilatérales ; ces trois aspects sont : le *besoin*, le *travail*, la *jouissance*. Le psychisme normal possède ces trois attributs, ces trois dimensions. Chacune d'elle a une réalité propre, et cependant renvoie aux deux autres, apparaissant ainsi comme médiation (et non comme substance ou

chose) après son immédiateté ; le besoin renvoie au travail qui crée ; stimulé par le besoin, le travail produit de nouveaux besoins, confirmés par la jouissance. Et ainsi de suite dans un mouvement perpétuel qui n'a rien d'un cercle vicieux mais avance, lentement ou par bonds, suivant une spirale ascendante. Ne s'agirait-il pas d'une réalité psychique fondamentale et d'un phénomène humain total, non d'une réalité économique et seulement économique, ou d'une réalité historique et seulement historique ? Cette réalité psychique a un rapport avec l'économique, avec l'historique, avec le social, sans s'y réduire.

Pourquoi cette indication se trouve-t-elle chez Marx dans la critique de l'État, notion, philosophie et pratique ? Parce que cette critique restitue la tridimensionnelle du devenir humain. »

Et Lefebvre répond : « ... dans la profondeur de la société et des classes considérées psychiquement, se passe un processus d'« unilatéralisation », pour risquer un néologisme, sous couvert de l'État en qui les classes se *représentent*. Les trois aspects fondamentaux du psychisme humain se dissocient (bien que dans la réalité totale de la société ils restent liés). Séparés, ils incombent à des classes et à des individus différents, qui sont « représentés » comme tels dans l'État, et se « représentent » ainsi dans la conscience et les idées. Telle classe, tels individus se déterminent et se définissent comme « travailleurs ». À d'autres incombe la jouissance ; d'autres encore, les plus défavorisés, représentent le besoin à l'état pur, le manque. Notons que la bourgeoisie commença par réduire au besoin les dimensions de l'homme, dans la période primitive où dominait l'ascétisme, l'abstinence, « l'économie », c'est-à-dire l'accumulation ; elle se mutilait alors et mutilait la réalité humaine ; elle pourchassait et refoulait le désir de jouissance. Après quoi, elle a sauté vers la jouissance « pure » qui, d'ailleurs, ne peut s'atteindre, mutilant ainsi d'une autre manière la réalité humaine. »

Avant l'examen, par Lefebvre, de la psychologie collective de chaque classe, il faut ici citer deux généralisations qu'il effectue après de l'analyse collective de la bourgeoisie. Il écrit :

« a) Le psychisme d'une classe se résume dans la famille. La vie familiale offre un



microcosme en qui viennent se condenser les traits de la classe dans la société comme totalité. En elle se grossissent les caractéristiques, se répercutent les contradictions dans les rapports de classe au sein de la société globale. Ainsi, dans la famille bourgeoise, règnent une égalité théorique (formelle, abstraite, contractuelle) et une inégalité pratique entre les membres ; la forme juridique et morale recouvre le pouvoir réel de l'argent, de l'héritage, de la fonction rétribuée au-dehors ; une liberté abstraite mais pas entièrement fictive s'exerce dans un cadre comportant toutes sortes de limitations, de pressions, de contraintes, de survivances, de conventions et de conflits inévitables. Dans un sens très fort du mot « symbole », son sens originel, on peut dire que la famille bourgeoise symbolise la société bourgeoise entière, c'est-à-dire la société dominée par la bourgeoisie, économiquement, politiquement, idéologiquement.

b) Les traits psychiques généraux de la classe et de la famille viennent à leur tour se concentrer dans ce point focal : la femme. La femme de la bourgeoisie est plus bourgeoise que l'homme de la bourgeoisie. Elle pousse à l'extrême les qualités, les défauts, les éléments constitutifs et les conflits internes du psychisme de classe. Elle en symbolise et rassemble les caractères. (De même, nous allons le constater, la femme prolétarienne résume et pousse à l'extrême, dans sa vie pratique et son psychisme, les traits spécifiques de la classe ouvrière). Ce phénomène est voilé par d'autres phénomènes, par des apparences. La femme, qui concentre les traits de sa classe est en apparence plus isolée, moins mêlée que l'homme à la vie de la société ; le psychologue peut prendre cette apparence pour une réalité, en oubliant le processus dialectique constitutif de l'intériorité. La femme change de classe plus facilement que l'homme ; elle réfracte toutes les contradictions et conflits de la classe et pourtant paraît leur solution vivante, en chair et en os. En dévoilant ces apparences, nous constatons que la socio-psychologie des classes aboutit à la psychologie des femmes. »

LES CLASSES DANS UNE SOCIÉTÉ GLOBALE

« ... dans la mesure où chaque classe constitue un tout (partiel) dans une totalité, la société globale, et pour autant qu'elle se re-

connaisse dans telle œuvre, ou tel symbole, ou tel événement, nous rencontrerons des tonalités psychiques et des implications de tonalités, dans lesquelles les classes réfractent à la fois leur spécificité, leur appartenance à une même société, et leurs rapports dans cette société. »

Henri Lefebvre, dans la partie consacrée à la « praxis » du tome 2 de *Critique de la vie quotidienne* proteste contre l'opération idéologique qui réduit la praxis à la production et celle-ci à la production économique et plus précisément matérielle. « La praxis englobe à la fois la production matérielle et la production « spirituelle », la production des moyens et celle des fins, celle des instruments, celle des biens et celle des besoins. Produire et reproduire, ce n'est pas seulement lancer dans la circulation, l'échange et l'accumulation un certain nombre d'objets produits (instruments de production ou biens de consommation). C'est aussi produire et reproduire les multiples *rapports sociaux* qui permettent la production et aussi *l'appropriation* des biens (et qui les limitent ou les entravent). »

La production non-matérielle, intellectuelle, participe également, à sa manière, à la production de la plus-value, dans des multiples « services ». L'extraction de cette plus-value, par contre, elle, est bien réalisée dans un processus de production matérielle, des « producteurs », disons directs. Nous y reviendrons.

« ... toute société comporte et suppose une production non matérielle et cependant créatrice pratiquement, les multiples « services ». Or ces services s'insèrent dans la trame des rapports sociaux, des rapports de production et de propriété. Ils les rendent plus complexes. Ils représentent des besoins sociaux admis et contrôlés. Ils réalisent l'articulation de la production et de la consommation dans la quotidienneté (qu'il s'agisse de la distribution, des transports, de l'hygiène et de la médecine, de l'éducation et de l'instruction, des loisirs, de la publicité, des œuvres proprement culturelles, etc.) » écrit Lefebvre dans le tome 2 de *La critique de la vie quotidienne*.

Il précise, toujours dans le même ouvrage : sous l'immobilité apparente l'analyse découvre une mobilité cachée : « ... membres, biens, objets disparaissent cependant que les



groupes se maintiennent ou s'effritent, mènent leur action leur jeu, ont leurs tactiques et stratégies. Sous l'immobilité apparente, l'analyse découvre une mobilité cachée. Sous la mobilité superficielle, elle atteint des stabilités, des auto-régulations, des structures et facteurs d'équilibre. Sous l'unité globale, elle décèle des diversités, et sous les apparences multiples une totalité. L'analyse doit maintenir ces deux aspects sociologiques (changement incessant, disparition des éléments, conjonctures naissantes, - structuration de l'ensemble, stabilité relative) et les saisir dans l'unité d'une histoire. »

C'est dans le cadre de cette globalité de la société qu'il faut, selon moi, comprendre l'analyse des classes sociales. Et ceci précisément à partir du *Psychologie des classes sociales* d'Henri Lefebvre qui me semble une méthode précieuse pour leur compréhension, mais aussi pour la poursuite d'une réflexion sur les rapports conflictuels et d'alliances qui les gouvernent. En n'oubliant pas cependant cet élément important signalé par Lefebvre : le snobisme. « Dans la psychologie des classes sociales, le snobisme a une incontestable importance. Ces classes se craignent, se méprisent, se combattent, et s'imitent (au sein de la société bourgeoise). La bourgeoisie imite l'aristocratie ; les classes moyennes et la petite bourgeoisie copient la bourgeoisie. Le prolétariat, en tant qu'influencé par la classe dominante, a le rôle dérisoire du fourgon de queue dans un train. Il y a une *imitation de classe*, dont le *snobisme* est l'élément moteur. L'imitation de classe va assez loin pour que les classes inférieures ne sachent plus toujours distinguer les besoins et satisfactions factices, résultant de l'imitation, des besoins réels. »

@@@@@

Nous avons déjà utilisé abondamment, et nous le ferons encore plus, l'étude d'Henri Lefebvre publié en 1963. Nous citerons ce qui nous paraît l'essentiel de ses points de vue. Ils sont toujours d'actualité, même si, depuis quarante ans, les classes se sont quantitativement, et parfois qualitativement, modifiées. Changements les plus marquants : la montée quantitative des classes moyennes et les fragmentations et divisions imposées, après mai 68, à la classe ouvrière. Nous y reviendrons.

Les bourgeois ? Ils existent toujours, même si le capital, au niveau des multinationales, s'est dilué. Le CNPF s'est transformé en MEDEF : les patrons préfèrent maintenant l'appellation chefs d'entreprise ou entrepreneurs. Là se trouve le cœur de la bourgeoisie. Ces chefs d'entreprise, la plupart du temps, ne détiennent qu'une part très minoritaire, voire infime, du portefeuille de leurs entreprises. La classe ouvrière s'est réduite, quantitativement. C'est elle qui a le moins bien résisté à la globalisation et à la mondialisation. De classe ayant pour mission de libérer le monde, elle est passée à un rôle de second plan. Certains affirment ou annoncent sa disparition. La réalité est têtue : cela est impossible. Elle est toujours la source de l'extraction de la plus-value capitaliste. La classe paysanne a, depuis quarante ans considérablement évoluée. Réduite à moins de 2 % de la population, elle est toujours l'immense propriétaire des sols. Grosses propriétés foncières, fonctionnant comme de grandes entreprises, et petits agriculteurs – ceux qui avec la classe ouvrière ont subi les plus rudes coups, ce qui crée des solidarités – se partagent ces sols. La classe moyenne, elle, a considérablement grossi. Elle est devenue essentiellement une classe de salariés : ceux du service et du secteur public, cadres et techniciens du privé. Les professions libérales (non salariées), qui pour nombre de leurs membres restent des notables, se sont proportionnellement réduites face à la montée des classes moyennes salariées.

Tous ces changements, n'ont-ils pas entraînés, pour autant, une psychologie de chacune des classes sociales différente de ce qu'Henri Lefebvre avait pu observé il y a quarante ans ?

PSYCHOLOGIE COLLECTIVE DE LA BOURGEOISIE

« La bourgeoisie est la classe qui nie les classes et cela fait partie de sa définition comme classe. Ce fait est d'autant plus remarquable que la bourgeoisie a atteint la puissance économique et le pouvoir politique en tant que classe pour la première fois dans l'histoire (fin du XVIIIe et XIXe siècles). Elle a donc rendu évidentes et pour ainsi dire sensibles, à la fois l'existence des classes et la lutte des classes. Après quoi l'idéologie et la pratique vinrent voiler cette réalité historique : individualisme, nationalisme. »



« ... cette non-conscience de classe n'est qu'une apparence (réelle jusqu'à un certain point, comme toute apparence). Elle n'est qu'une illusion idéologique, une représentation superficielle. Le sociologue atteint vite des comportements, des normes, des symboles, des modèles, des opinions, des attitudes et comportements qui viennent au bourgeois de sa classe, qui constituent la classe, qui se cristallisent comme tels et cependant, ne sont pas perçus comme tels (par exemple les règles, rites et conventions de la politesse dans la « bonne société »). La classe apparaît comme la somme de ces symptômes, alors qu'elle est en profondeur leur origine et leur source.

Le psychisme de classe de la bourgeoisie révèle d'ores et déjà une aliénation par et dans la classe (qui refuse de se connaître comme telle – dont le savoir diffère de la connaissance et l'idéologie de la réalité – qui se disperse en individus et disperse aussi les autres classes et la société globale – qui fétichise une réalité, la nation, etc.), plus une aliénation de l'individu et dans l'individu (qui ne se voit pas tel qu'il est – qui est autrement qu'il ne se voit – qui prend ses limites pour ses « propriétés » et inversement – qui prend la privation de sa vie « privée » pour son accomplissement, etc.). Il y a double projection : de la classe hors de ses membres, des membres hors de la classe (et hors d'eux-mêmes). »

Dans les « Préalables » à *Psychologie des classes sociales*, Lefebvre rappelle que dans un fragment du *Capital*, Marx « évoque le conflit déchirant qui caractérise d'après lui, la conscience bourgeoise (celle de l'individu et celle de la classe, l'une en l'autre). Elle est déchirée entre le besoin d'accumuler et le désir de jouissance. Le besoin d'accumuler a une « base » économique ; c'est lui qui incarne la catégorie économique, l'impératif du capital. Le désir de jouissance est individuel, « privé » ; il provient du fondement vital, naturel, de la conscience humaine. Le conflit de ces deux aspirations constitue le « péché originel » de la bourgeoisie... ».

Et dans l'analyse de « la psychologie collective de la bourgeoisie », Lefebvre reprend : « Deux « âmes », deux seulement, habitent le bourgeois. Il lui manque une dimension : le travail connu et reconnu dans la pratique sociale comme activité productrice,

créatrice du monde humain. Le capitaliste peut se comporter en homme énergique et actif ; il peut attribuer à l'initiative une valeur éminente, pratique, morale et même métaphysique ; il a pu, dans la belle époque, valoriser le travail comme tâche, labeur, peine ; il ne le reconnaît pas dans la praxis comme dimension. Deux « âmes », deux seulement, l'habitent (...) Tantôt l'une, tantôt l'autre des deux âmes l'emporte, après un calcul plus ou moins précis et affiné. *En tant que* père de famille voulant doter ses filles, comme *en tant que* voulant étendre son entreprise, le bourgeois veut « économiser » ; et l'économie politique, sciences de l'abstinence, *en tant que* telle est sa science. Par contre, *en tant qu'*homme, heureux époux ou amant, *en tant qu'*amateur d'objets d'art ou de paysages, le capitaliste veut dépenser, consommer, jouir. Le besoin et la jouissance se répartissent dans les « en tant que... », s'y confrontent, y luttent ou trouvent l'apaisement des compromis. »

« Marx annonça l'inévitable passage d'une économie bourgeoise fondée sur l'accumulation dans l'austérité et par l'abstinence à une économie de gaspillage et de dépenses somptuaires, sans pour autant que certains besoins essentiels de la majorité des gens soient satisfaits. »

« Le devoir, transposition morale de l'intérêt du groupe familial, a pour devise : *maintenir* (devise féodale d'origine). Il se détermine en fonction de la durée familiale, de l'entreprise familiale, de l'avenir familial. Il détermine la dignité, la fonction, le rôle, la place de chaque particule dans l'atome familial. Le devoir constitue le principe solide, le principe de nécessité et de stabilité, ressenti et accepté (ou refusé) comme tel par chacun. Quant au plaisir, il relâche les liens ; la jouissance et le désir de jouissance embrouillent les situations clarifiées par l'autre principe. C'est l'élément d'indéterminisme (moral). L'intérêt tend à concilier les divergences, à imposer des compromis.

La situation conflictuelle qui d'après cette analyse constitue l'essentiel du psychisme de la bourgeoisie comme classe, se manifeste dans le psychisme individuel de la femme (au sein de la famille bourgeoise ou acceptant les normes et modèles de la bourgeoisie)... »

« Si la situation conflictuelle générale, propre à la classe, pèse de tout son poids sur



la femme, l'homme dans la bourgeoisie ne peut l'éviter, mais il peut l'éluder. Il jouit d'une liberté maximale, celle de poursuivre au maximum la jouissance. Nous savons déjà en quoi consiste cette liberté : dans le snobisme et la casuistique (spontanée ou réfléchie) des *en tant que*. »

« Ainsi le bourgeois s'applique à lui-même la division du travail social dans la société bourgeoise ; il s'applique à lui-même les règles d'analyse effective, de séparation, de ségrégation qui sont celles de la pensée et de la société et de l'histoire bourgeoises. Une fois réduit à une collection d' « en tant que... » répartis sur divers plans, il n'est plus une totalité conçue, concevable et consciente. Cela le dispense d'avoir à se concevoir. Il peut seulement se projeter (sur un plan moral, ou esthétique, ou religieux). Il évite la lucidité et le jugement, car il se juge trop complexe pour pouvoir se juger. Faute de concevoir son appartenance à la classe et à la société de classe, à travers sa classe, il se dissout en tant qu'être ; son psychisme est aussi l'histoire de cette dissolution dans l'insaisissable qui passe pour mystère et abîme. Pour se saisir « l'âme bourgeoise » a de plus en plus besoin d'une métaphysique (d'une ontologie) qui lui désigne son être spéculatif. (...) Cette fragmentation, retenue dans l'unité fictive d'un « je » (avec jeu de mots sur « je ») correspond à la structure de la société globale : division extrême du travail, séparation des fonctions, ségrégation des groupes et activités nonobstant l'extrême et dure unité de l'ensemble étatiquement contrôlé. De sorte que la conscience bourgeoise « reflète » l'ensemble de la société bourgeoise, et en même temps l'ignore et n'a avec cet ensemble aucun lien rationnel. Elle contribue à produire et reproduire cet ensemble ; elle se produit et se reproduit elle-même. (Le terme « reflet », employé plus haut, n'exprime pas bien cette interaction ; la conscience reflète et ne reflète pas ; mais nous n'avons pas un meilleur mot pour l'instant. »

PSYCHOLOGIE COLLECTIVE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

« Par contraste, nous pouvons supposer que l'individu prolétarien ignore la casuistique et la sophistique des « en tant que... ». Nous pouvons prévoir qu'il n'attribue pas ses qualités et activités à un « je » inaccessible, incommunicable, transcendant. Il est dans ce

qu'il fait, gestes, actes, production et produits. Il tend à échapper à ce que nous avons appelé l'analyse effective, théorique et pratique, opéré par l'époque bourgeoise sur les éléments de la réalité humaine. Le prolétaire détient une unité, peut-être moins différenciée que la personnalité bourgeoise, mais plus réelle, et cela même si sa vie est effectivement disjointe par les circonstances externes (vie de travail dans l'entreprise – vie familiale – activités de loisirs). Cela ne signifie pas qu'il s'attribue consciemment les traits de sa classe et qu'il puisse s'exposer clairement : « Oui, je suis un prolétaire, et voici ce que cela signifie... ». »

« Reprenons l'analyse dialectique. Le prolétariat et le prolétaire se relie, comme tels, directement et immédiatement, aux trois sources (ou dimensions, ou fondements) du psychisme humain : besoin, travail, jouissance. Le prolétaire travaille et perçoit comme une évidence la nécessité individuelle et sociale du travail. Le besoin, il le ressent plus vivement que toute autre classe, et cela tantôt comme manque, tantôt comme exigence. Enfin le prolétariat comme classe et le prolétaire comme individu ont dû ou doivent lentement, difficilement, conquérir la jouissance comme satisfaction du besoin et récompense du travail. Ils passent nécessairement par les intermédiaires – vente de la force de travail à ceux qui détiennent les moyens de production, paiement en argent du temps de travail et de l'effort fourni, marché – pour atteindre des satisfactions dans la vie familiale ou dans les loisirs. La jouissance obtenue apparaît au prolétaire d'autant plus précieuse que véritablement gagnée, et cela à la fois par le travail, par la revendication, par l'action syndicale et politique. Pour le prolétariat comme classe et pour le prolétaire individuel, la jouissance est donc bien plus que le simple plaisir ou la suppression d'un besoin. »

« Plus que jamais la classe ouvrière présente la totalité, la plénitude des dimensions humaines. Elle devient porteuse d'une revendication totale. Cette revendication englobe et même garde au premier plan les questions relatives au travail : salaires et rétributions, organisation et protection du travail ; cependant elle déborde de plus en plus l'économique proprement dit ; elle enveloppe l'organisation de la vie quotidienne entière,



vie familiale, logement, habitat, vie de la cité et de la société, enseignement, culture et vie morale, loisirs, etc. Ce processus n'est pas simple mais singulièrement contradictoire. Il est vrai que le travail passe par le morcellement maximum et par des formes plus aliénantes et aliénées que jamais ; Il est vrai que la dignité du métier et du travail qualifié s'estompe. Il est vrai que la croissance des besoins entraîne, pour un niveau de vie déterminé, des options de plus en plus pénibles. Jamais l'analyse effective, la dispersion, la ségrégation, la dislocation des éléments de la totalité humaine, des gestes du travail aux groupes, aux âges, aux sexes, n'a été poussée aussi loin. Il en résulte que jamais l'exigence de synthèse, de totalité concrète que porte la classe ouvrière n'a été aussi forte. Il est vrai que des courants variés contraires la traversent. En même temps, elle gagne une conscience plus profonde de ce qu'elle représente, parce qu'elle l' "est », dans la société globale, et de ce qu'elle attend et veut : le dépassement de ces aliénations. »

« La femme prolétarienne condense les traits anciens et nouveaux du psychisme de classe. Elle éprouve encore plus profondément que l'homme les dimensions de la totalité sociale, avec leurs côtés négatifs et positifs : croissance des besoins, travail accablant et morcelé, exigence des satisfactions dans la vie familiale et le loisir. Sur elle pèse la nécessité d'options très différentes de celles dont se charge la femme bourgeoise ; elle doit choisir entre la satisfaction de besoins également vitaux, qui atteignent rarement le niveau psychique de la libre et pleine jouissance. Si le poids de la pratique sociale pèse sur elle, son rôle augmente. Malgré ses responsabilités, ou à cause d'elles (travail, ménage, enfants, gestion des dépenses), la femme prolétarienne échappe partiellement aux méfaits de la division extrême du travail.

Les transformations de la vie sociale réagissent à la fois sur les types de famille, les structures internes et les conflits. La famille ouvrière, dans la société bourgeoise, est en pointe ; elle réalise à ce niveau une démocratie concrète : tendance à l'égalité pratique des membres, liens affectifs se substituant aux liens contractuels abstraits et aux biens d'intérêt brutal. Si elle n'échappe pas aux contradictions de la société globale (bour-

geoise), elle tend à les résoudre à son échelle, celle des relations directes de personne à personne, dans la « vie privée ». À cette échelle, la pratique sociale est plus accessible et plus malléable, pour la pensée et l'aspiration, qu'à des échelles plus vastes. »

« ... la famille ouvrière constitue une réalité originale, mais on tend vers un moralisme insoutenable si l'on présente cette originalité comme une entrée pratique dans la « conception prolétarienne du monde ». Des contradictions nouvelles apparaissent dans la famille ainsi stabilisée et renouvelée. En particulier, le rôle de la femme y devient prédominant et accablant, puisqu'elle est à la fois la cheville ouvrière, le pivot, le centre affectif et actif, le support et le soutien presque total de la cohésion du groupe. Cette promotion ne va donc pas sans contre-parties, sans tensions, sans problèmes. »

PSYCHOLOGIE COLLECTIVE DES PAYSANS

« Avec les paysans, nous n'avons pas affaire à une classe spécifique et homogène. D'après Marx et les marxistes, les paysans ne constituent une classe que dans des conditions et conjonctures déterminées : lutte commune contre les féodaux, ou contre un impérialisme extérieur. En dehors de ces conjonctures, la paysannerie n'a pas une structure de classe. Les ouvriers agricoles ont des traits prolétariens, auxquels s'ajoutent leurs traits propres. Les paysans des couches intermédiaires, produisant pour le marché et dépendant du marché, ont des points communs avec la petite bourgeoisie (artisanale et commerciale). Quant aux grands producteurs agricoles, même fermiers, ils font partie de la bourgeoisie. »

Pour Lefebvre, la psychologie collective de la communauté paysanne traditionnelle, avec ses types de famille patriarcale, est à peu près dissoute. Elle constitue cependant « encore le fond historique et sociologique sur lequel se déploient les variétés actuelles de psychismes dans la paysannerie. »

« La dissolution de ce « monde paysan » a déplacé, sans les détruire, les traits caractéristiques du psychisme. La confiance tend à se reporter sur les techniques récentes, et le sentiment d'incertitude sur la société globale, sur le marché et ses aléas spéculatifs. La fin de la communauté et de « l'état » paysan s'accompagne d'inquiétude, de désenchantement, de troubles. »



Certains traits psychiques traditionnels des paysans se perpétuent, jusque dans la transition actuelle vers une production industrialisée (par la voie de la grande entreprise, ou par celle de la coopération). En particulier, le psychisme continue à mal se distinguer de l'idéologie, et les éléments sensibles et sensoriels – sentiments, émotions, images – à mal se différencier entre eux ainsi que des concepts. L'intuition d'un ordre éternel des choses est remplacée par la perception confuse du hasard, de l'instabilité, du mélange de la chance et de la malchance ; la vision d'un monde soumis à des rythmes et régularités laisse place à celle d'un chaos régi par des puissances géantes et absurdes (les « grands » et les « gros », l'État, etc.). Le paysan actuel, en France, ne sait plus exactement quels sont ses besoins ; il connaît mal son travail ; il aspire à des jouissances qui lui échappent. Ce sont là les symptômes d'un trouble profond du psychisme plutôt que d'un psychisme de classe. »

PSYCHOLOGIE COLLECTIVE DES CLASSES MOYENNES

« Sociologues et psychologues, sans doute parce que souvent ils en sortent, ont tendance à privilégier ce qui vient des classes moyennes. La diversité des couches et des groupes, des attitudes et des opinions, donne une impression de richesse (idéologique). On y voit trop facilement l'avenir de la classe ouvrière, l'avenir de la société elle-même. D'autre part, la critique de droite et la critique de gauche ont tendance à déprécier exagérément ce qui vient de ces classes... »

En toute objectivité, les classes moyennes ne méritent ni tant d'honneurs, ni ces indignités. Il n'est pas possible de comprendre et d'apprécier de la même façon les couches parasitaires des classes moyennes (celles qui gonflent le « tertiaire », l'appareil de distribution, la bureaucratie) et celles qui se livrent à ces travaux improductifs matériellement mais socialement nécessaires, que les économistes appellent d'un mot fâcheux des « services ».

Un trait psychique semble commun à ces formes : le caractère précisément formel de l'individualité, qui s'affirme comme elle peut, et souvent en dehors de tout contenu, soit dans le travail, soit dans la qualité ou la quantité de la jouissance. Le besoin d'affirmation devient un besoin abstrait,

contre-partie morale et spirituelle du besoin d'argent, qui a la même généralité formelle. Cette forme de l'originalité individuelle se reconnaît chez des individus forts différents au premier abord. C'est le sens d'une dénomination ironique et profonde, qui a fait fortune : le « sable humain ». Chaque grain ressemble à s'y méprendre aux autres ; et cependant, chaque grain se croit seul. »

« Bien que formelle et négative, ou plutôt parce que formelle et générale, cette individualité offre un prototype de l'individu dans la société industrielle moderne. D'où son intérêt sociologique. Moins inséré que l'individu prolétarien dans la totalité sociale et moins porteur de totalité humaine, mais moins dispersé que le bourgeois dans ses « en tant que », l'individu des classes moyennes atteint une certaine unité cohérente, dans les couches non-parasitaires, entre le besoin, l'activité (le travail) et la satisfaction.

Dans la société capitaliste, les classes moyennes et la petite bourgeoisie servent d'intermédiaires entre la bourgeoisie dominante et l'ensemble des « masses populaires ». Elles transmettent les modes, les impulsions, les modèles. »

« La socio-psychologie des classes moyennes devrait insister sur l'importance particulière de l'élément subjectif, avec une série d'illusions et de superfétations : le rôle plus grand qu'ailleurs des rôles, poussés jusqu'aux comédies sociales et aux fictions – l'importance des prestiges, échelles de préférences et distances sociales, à l'intérieur de la masse du « sable humain ». »

CE QUI A CHANGÉ DEPUIS 1963

Depuis 1963, date de l'étude d'Henri Lefebvre, la situation des classes sociales n'est plus, à bien des égards, ce qu'elle était alors. À d'autres égards, rien n'a fondamentalement changé. Les classes existent toujours. « Sous l'immobilité apparente, l'analyse découvre une mobilité cachée. Sous la mobilité superficielle, elle atteint des stabilités, des autos-régulations, des structures et facteurs d'équilibre. Sous l'unité globale, elle décèle des diversités, et sous les apparences multiples une totalité ». Quant au fond, l'analyse réalisée il y a quarante ans me semble toujours pertinente. Les caractéristiques différentielles des classes sociales que Lefebvre a mises en évidence se sont simplement



accentuées, radicalisées, quantitativement et qualitativement.

@@@@

La bourgeoisie est toujours, et plus que jamais, la classe qui nie les classes. Et cela même parce qu'il lui manque, une dimension : « Le travail connu et reconnu dans la pratique sociale comme activité productrice, créatrice du monde humain ». Par ce manque, et de dérive en dérive, pour le capitaliste le travail a été marginalisé et s'est trouvé relégué à n'être qu'un « coût ». On pourrait penser que la volonté capitaliste effrénée à toujours réduire ce « coût » relève de la « première âme » du bourgeois : économiser pour accumuler. Il n'en est rien. Il s'agit, pour les patrons des entreprises cotées en bourse de faire monter les cours. C'est la « deuxième âme » du bourgeois – celle de la jouissance – qui a le vent en poupe.

S'il existe encore de grandes fortunes, et par conséquent de grands bourgeois, fortunes acquises naguère par des ancêtres de manière parfois douteuse – la vente d'esclaves par exemple -, le cœur du capitalisme s'est aujourd'hui déplacé vers les « entrepreneurs ». Un journal du soir sous-titrait ainsi – c'était en juillet 2003 – un article : « Se conformant à la loi (il s'agit de celle du 15 mai 2001, relative aux Nouvelles Régulations Économiques), les grandes figures du capitalisme français ont réduit à cinq leurs mandats d'administrateurs, ouvrant la porte à de nouveaux profils dans les entreprises du CAC 40. Le principal vivier reste toutefois le club des banquiers et des dirigeants de grands groupes ».

Pour ces grands administrateurs d'entreprises, il s'agit maintenant, prioritairement, d'obtenir de « bons » résultats en bourse. Si les résultats positifs des entreprises reposaient, hier, sur les fruits d'une gestion normale, ils ne permettaient en aucun cas d'arriver à des taux de profit de 15 à 20 %. On ne peut obtenir ces résultats à partir de la valeur marchande, c'est-à-dire de la richesse créée. Force est donc de s'orienter très vite vers la spéculation boursière et financière. Il ne s'agit pas ici d'accumulation élargie de capital pour l'entreprise, mais de volonté de jouissance des spéculateurs. La « deuxième âme » de ces bourgeois mène la danse.

Ce phénomène est encore accentué par le système en expansion des stock-options.

Stock-options que la loi sur les NRE s'est bien gardée de supprimer. Ainsi « ... un dirigeant qui a essayé pendant cinq ans de développer son entreprise normalement, qui va bénéficier de résultats positifs mais pas exagérés, et donc bénéficier de stock-options importantes, pourra dès la sixième année faire valoir ses stock-options et donc gérer son activité, non plus en fonction de l'intérêt de l'entreprise, mais de son intérêt personnel pour faire exploser l'action et engranger des bénéfices sans précédent. Dès la sixième année, il n'a plus à conduire sagement son groupe mais, au contraire, à chercher à le développer un peu plus sur les marchés financiers pour faire grimper le prix de son action. Ce n'est donc plus le développement industriel de l'entreprise qui prime mais les intérêts financiers des dirigeants et des actionnaires. » écrivait, dans *L'Humanité* du 2 août 2002, Philippe Bourgallé, secrétaire général de la fédération CGT des secteurs financiers.

Le petit monde des Conseils d'administration des grandes entreprises est un club fermé où l'on se coopte. « Appartenir au club des dirigeants ou anciens dirigeants d'une entreprise d'une certaine taille reste une règle » expliquait Bertrand Richard, auteur d'un rapport sur le gouvernement d'entreprise, dans *Le Monde* daté du 12 juillet 2003.

Toujours dans le même journal, et le même jour, un journaliste – Benjamin Barnier – décrit le jeu de chaises vides qui s'exécute au sein des Conseils d'administration de multinationales, chez Vivendi Universal par exemple. « Après le conseil d'administration du 3 juillet 2002, date du départ de Jean-Marie Messier, les deux tiers des administrateurs ont été remplacés. Jean-Louis Beffa et Philippe Foriel-Destezet sont partis après ce conseil. Bernard Arnaud, lui, avait quitté le navire dix jours avant. La dernière vague de départs remonte à janvier 2003 avec la démission de Jacques Friedman, Jean-Marc Espalioux et Marc Viénot. Jean-René Fourtou, en prenant la tête de Vivendi, a formé son propre cercle en invitant dès juillet 2002 Claude Bébear. Puis sont venus l'Américain Paul Fribourg, PDG de Conti-Group Companies, une société privée de l'agribusiness, l'Espagnol Fernando Falco y Fernandez de Cordoba, ancien vice-président de Banco de Extremadura et l'Allemand Gerard Kleister-



lee, directeur général de Philips. Enfin, Gérard Brémond, président de Pierre & Vacances et de Maeva, Bertrand Collomb, PDG de Lafargue, et Gabriel Hawanini, doyen de l'Insead, ont grossi les rangs du conseil »

@@@@@

Pour Lefebvre, en 1963, « ... la classe ouvrière présente la totalité, la plénitude des dimensions humaines. Elle devient porteuse d'une revendication totale. Cette revendication englobe et même garde au premier plan les questions relatives au travail : salaires et rétribution, organisation et protection du travail ; cependant elle déborde de plus en plus l'économique proprement dit ; elle enveloppe l'organisation de la vie quotidienne entière, vie familiale, logement, habitat, vie de la cité et de la société, enseignement, culture et vie morale, loisirs, etc. (...) Jamais l'analyse effective, la dispersion, la ségrégation, la dislocation des éléments de la totalité humaine, des gestes du travail aux groupes, aux âges, aux sexes, n'a été poussée aussi loin. Il en résulte que jamais l'exigence de synthèse, de totalité concrète que porte la classe ouvrière n'a été aussi forte. Il est vrai que des courants variés contraires la traversent. En même temps, elle gagne une conscience plus profonde de ce qu'elle représente, parce qu'elle l'est », dans la société globale, et de ce qu'elle attend et veut : le dépassement de ces aliénations. »

Cette situation de la classe ouvrière a existé. Elle a atteint son apogée en 1968. Qu'en est-il aujourd'hui ? « Tout a été mis en œuvre, après 1968, pour casser « la masse critique » - la capacité collective de contestation des salariés » répondait Danièle Linhart dans un entretien réalisé par J.-P. Monferran pour *L'Humanité* à propos de son ouvrage *Perte d'emploi, perte de soi*.

Elle ajoutait, c'était toujours dans *L'Humanité* du 13 décembre 2002 : « ... la guerre terrible engagée par le patronat français contre la classe ouvrière. Je dis « guerre » à dessein, parce que c'est une histoire qui a été pensée et mise en œuvre depuis trente ans : avec l'individualisation, le « participatif », la montée du chômage... La classe ouvrière n'a pas « disparu » parce que la société se serait transformée d'elle-même : en fait, elle a été battue, enfoncée, dans le cadre d'un rapport de forces. C'est ensuite qu'on l'a décrétée morte, « invisible » socia-

lement, qu'on a parlé de « compétences », de « potentiels », mais plus de qualifications. Tout ce langage a non seulement reflété et révélé les pratiques, mais il a contribué à transformer les représentations des citoyens. Jusqu'à gommer aussi, d'une autre façon, la réalité des personnes, en procédant par abstraction absolue. »

Ainsi, la bourgeoisie - qui nie les classes - a pu croire, et faire croire, après mai 68, à la disparition, à l'inexistence de la classe ouvrière. Il faut dire que la bourgeoisie alors a eu sa frayeur du siècle, moins de ce qui venait des étudiants et plus de ce dont le mouvement ouvrier était porteur : jamais l'exigence de synthèse, de totalité concrète que porte la classe ouvrière n'avait été aussi forte.

Pour Stéphane Beaud et Michel Pialoux « ... il y a eu un lent « écrasement » des classes populaires, un long silence troublé par quelques moments de colère (les sidérurgistes de Longwy de 1979 et 1984, les ouvriers de Peugeot de 1998, les cheminots de 1995). Alors qu'à la fin des années soixante, la révolution apparaissait comme un spectre menaçant, trente ans plus tard, le tableau social est à l'opposé : une sorte d'armée de réserve d'intérimaires et de CDD, l'instauration d'une précarité institutionnelle, l'atonie des syndicats ouvriers, le démantèlement progressif de l'État, la défaite ouvrière et la fragmentation des classes populaires en même temps que l'affermissement et l'enrichissement d'une classe dirigeante de plus en plus sûre d'elle-même. C'est là qu'on voit combien la peur sociale a changé de camp durant cette période. »

De classe, en 1963, consciente de ce qu'elle représente, « parce quelle l'est », dans la société globale, et de ce qu'elle attend et veut : le dépassement de ces aliénations », la classe ouvrière est devenue, pour Stéphane Beaud et Michel Pialoux, une classe où prédomine la honte. « ... la question de la « honte » devient absolument centrale si l'on veut comprendre ce qui se passe dans le monde ouvrier contemporain » écrivent-ils dans *À gauche !* (Éditions La Découverte, 2002).

Cette honte « ... est faite de différentes sortes de hontes : la honte par rapport aux dominants (le langage, l'inculture, le sentiment d'être largué dans le monde informati-



sé), la honte de sa honte, la honte devant ses enfants de ne pas pouvoir les aider comme il faudrait à l'école, la honte d'habiter un quartier dégradé et de devoir donner cette adresse de « pauvre », de ne pas inviter des gens chez soi. Mais aussi, de manière très cachée, la honte de s'en prendre à plus faible que soi (les immigrés, les « kassites », les érémites, etc.). Mais il y a encore cette forme de honte qui est, pour le plus grand nombre (pour l'instant), liée au sentiment de mal agir en allant donner sa voix à un type qui bafoue les valeurs dans lesquelles on a été élevé (tant dans la famille qu'à l'école), qui vous fait passer pour un « salaud », qui vous abaisse (moralement) et vous fortifie en même temps en permettant de retrouver un groupe d'appartenance, celui des réprouvés. Le groupe ouvrier apparaît aujourd'hui travaillé en profondeur par la honte et par ces sentiments mêlés (et qui se redoublent) d'envie, de peur. Contre cela, il est difficile de lutter par des mots, il faut des actions concrètes, de type matériel, « changer la vie » comme disait l'autre... »

« La guerre terrible engagée par le patronat français contre la classe ouvrière » disait Danièle Linhart. Cette guerre, depuis 1968, a été aussi idéologique. Elle a un nom : l'individualisme, cultivé de manière exacerbée. La société serait devenue individualiste, et uniquement cela. Les rapports entre classes n'existeraient plus. Seuls subsisteraient des rapports entre individus. Il faut dire qu'à ce jeu, si des intellectuels de droite y ont largement participé, des intellectuels de gauche n'ont pas été en reste.

Dans une enquête (*Travailler pour être heureux, le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003) Christian Baudelot et Michel Gollac notent : « Comme hier, les souffrances et les frustrations au travail sont le produit de phénomènes collectifs : rythmes économiques, organisation du travail, rapport de force entre les employés et employeurs, etc. Mais elles se déclinent et s'éprouvent aujourd'hui sous des formes singulières : concurrence avec les collègues, conflits avec les chefs, sentiment de ne pas être à la hauteur, de devoir faire des choses contraires à ses valeurs. »

Pour Yves Clot (*Le Monde* daté des 22 et 23 juin 2003), où l'on voit que le champ de ruines n'est pas seulement celui de la classe

ouvrière, « Les salariés sont confrontés à une demande de responsabilité croissante. C'est particulièrement évident pour les enseignants. Leur « responsabilité » est convoquée devant des problèmes très difficiles à résoudre, que les générations antérieures n'ont pas connus. Mais cette mention de nouvelles responsabilités est également vraie pour un postier ou un conducteur de train. Tous, devant l'accumulation de problèmes nouveaux et une intensification des difficultés, ont besoin de collectifs pour les comprendre et les résoudre. Or, massivement, l'organisation du travail fait l'inverse : elle malmène les collectifs, ou les écarte, en développant des formes de précarité multiples. Le travail d'organisation nécessaire pour affronter les soucis qui viennent du réel n'est pas assez soigné. On a là des professionnels qui se trouvent dans des difficultés très grandes et qui devraient bénéficier de l'organisation du travail. Or celle-ci se dérobe à cette fonction centrale. Là où l'organisation du travail devrait être un moyen au service du travail, c'est le travail qui est mis au service de l'organisation. Et quand ça marche, c'est souvent « malgré tout », car les professionnels « prennent sur eux » pour continuer à « faire du bon boulot ». »

« Pour rester dans le courant de la modernité, on n'a pas voulu voir de quoi celle-ci était faite. En fait les valeurs de gauche – comme l'égalité ou la fraternité – ne sont plus prises en charge, sont au contraire disqualifiées, voire tournées en ridicule » nous disent Stéphane Beaud et Michel Pialoux. Pour ces auteurs, un tournant se situe en 1983, quand la gauche au pouvoir choisit la « rigueur ». « En même temps que la montée inexorable du chômage, la réhabilitation de l'entreprise (Tapie, Montand, Minc, etc.) en dit long sur l'intense « travail idéologique » qui a été effectué à cette époque pour changer les structures mentales des individus, la conversion au réalisme, la réinterprétation-liquidation du marxisme. Aujourd'hui, la « bourgeoisie » française ne cède rien de son pouvoir mais elle le consolide, voire l'accroît. »

Ainsi, la bourgeoisie – qui nie les classes – a pu croire, et faire croire, après mai 68, à la disparition, à l'inexistence de la classe ouvrière, écrivions-nous plus haut. Il semble qu'on la redécouvre aujourd'hui. Quantitati-



vement, on l'évalue, dans les pays hautement industrialisés aux alentours de 30 % de la population active. Ce qui est beaucoup et ferait encore plus de monde s'il n'y avait « globalisation » et « délocalisations ». Mais le poids quantitatif de ceux qui produisent les richesses n'est pas fondamentalement déterminant. Ce qui l'est, c'est la fonction, qualitative, toujours centrale, de producteurs de plus-value. La classe ouvrière n'est certes pas la seule qui soit engagée dans ce processus de création de plus-value, mais elle est la seule d'où elle est extraite. Et c'est toujours là, dans cette extraction, qu'est la source de l'accumulation du capital.

La classe ouvrière a subi, et cela de manière délibérée, on l'a vu, chômage, précarisations par la multiplicité des statuts, négation même du statut de producteurs de richesse par la chosification de ce « producteur » réduit à un « coût » culpabilisant. La mondialisation et de la production et des échanges, la soumission de la morale à la marchandise et à la finance – voire la marchandisation de la morale – transforment ainsi l'être humain producteur de richesses (matérielles et intellectuelles) en une « chose ». Ainsi c'est développée et généralisée non seulement une exploitation de la classe ouvrière mais aussi une « guerre » à son rencontre. Cette « guerre » a conduit, on l'a vu, à l'effondrement, presque total, de ce qu'il y avait de collectif dans la classe ouvrière. A-t-elle perdu la guerre ? En tout cas, il y a urgence d'une reconstruction. « C'est bien ce capital collectif que les « forces progressistes » de ce pays, notamment les intellectuels, doivent longuement et patiemment, contribuer à reconstruire » nous disent Stéphane Beaud et Michel Pialoux.

« Si la réforme du travail, c'est-à-dire très concrètement, de son organisation, de sa qualité humaine, n'est pas engagée, si elle ne fait pas l'objet d'une pensée collective, d'abord chez les salariés, si elle n'est donc pas « généralisée », on court un vrai risque. Face au renforcement des pratiques gestionnaires qui transforment le travail en simple marchandise, et qui font disparaître le travail comme valeur, comme espace de créativité et d'émancipation, on risque, en effet, de voir se développer des formes de radicalisations sans racines et des « jacqueries » médiatiques » prédit Yves Clot.

@@@@

Ce qui unit les classes moyennes, dans leur diversité et hétérogénéité, c'est l'individualisme. Ce thème développé au-delà du raisonnable, par des idéologues au service de la bourgeoisie, a pu leur donner à croire qu'elles étaient « une » classe sociale, la classe « élue ». Non, apparence seulement de classe « une ». Car la croyance en un lien par l'individualisme est un argument idéologique un peu faible pour donner consistance à une telle croyance. Cette classe, ce « sable » unit par l'individualisme, où chaque grain se croit seul, « ressemble à s'y méprendre aux autres » disait Lefebvre. Nous parlerons donc désormais des classes moyennes. Classes qui se sont jusque là "coulée" dans les habits du capitalisme. Henri Lefebvre remarquait en effet (tome 3 de *Critique de la vie quotidienne*) que Marx annonçant le dépérissement, voire leur disparition, devant l'essentielle contradiction prolétariat/bourgeoisie s'était trompé. Leur montée quantitative fait qu'on se trouve aujourd'hui « devant une société à prédominance idéologique des classes moyennes sous hégémonie du grand capital » ajoutait-il.

Dans les classes moyennes, en 1990, la situation n'était pas tout à fait celle qui prévalait déjà dans la classe ouvrière : un champ de ruines. Si cette année là le taux de chômage des ouvriers était de 12,2 % (13,7 % en 1985) et celui des employés, presque identique, de 11,9 % (10,8 % en 1985), celui des classes moyennes était bien moindre. Les classe moyennes « supérieures » avaient alors un taux de chômage de 2,6 % (2,8 % en 1985) et celui des classes moyennes « intermédiaires » avaient, elles, un taux de chômage de 4,1 % (4,5 % en 1985). Les chiffres du chômage, en 2002, étaient, eux, les suivants : 11,4 % pour les ouvriers, 10,5 % pour les employés, 3,8 % pour les classes moyennes salariées supérieures et 5,4 % pour celles intermédiaires. Les chiffres du chômage relatifs aux classes moyennes salariées sont cependant un peu à relativiser, les professeurs et les instituteurs, par exemple, n'étant pas touché de la même manière que les cadres techniques et commerciaux, les techniciens des entreprises.

Dans une même entreprise, en cas de restructuration par exemple, la situation des salariés des classes moyennes, des employés et des ouvriers n'est pas égale face à



l'événement. Les ingénieurs et techniciens, par leurs fonctions mêmes, ont plus de facilités pour nouer des contacts au-dehors de leur service, et leur possibilité de mobilité physique dans l'entreprise les place, théoriquement, en situation d'être à même personnellement de se débrouiller pour un reclassement éventuel. Les relations entre personnes dans un service technique ou un laboratoire et un atelier de fabrication sont différentes : dans un labo, l'ingénieur qui le dirige explicite et justifie la décision de la direction de l'entreprise (les cadres supérieurs considèrent généralement qu'ils ont un contrat moral qui les lie à leur direction). Dans un atelier de fabrication, le chef d'atelier transmet la décision de la direction.

En 1985 par exemple, et avant, dans un atelier les solidarités étaient grandes et fonctionnaient. Dans un laboratoire, si un certain degré de solidarité entre individus existait, existait aussi un esprit de concurrence, chacun ayant en tête son évolution de carrière. Aujourd'hui, dans les ateliers, il en va différemment d'hier. Les CDD, les statuts multiples cassent les solidarités. Les concurrences entre individus se développent et se généralisent. Les augmentations des salaires résultent beaucoup moins de luttes engagées ou d'accords négociés. Sur ce plan, est favorisée la notion de « performance » de chaque individu.

Il faut, cependant ici, auparavant, recadrer le poids des classes moyennes dans la société globale. Nous utiliserons pour cela les catégories sociales définies par l'INSEE et nous ferons une photo de la situation pour l'année 2001. Cette année-là, la population active totale était de 26.426 millions de personnes. Elles se répartissaient ainsi :

- Classes moyennes : 34 %
- Employés : 30 %
- Ouvriers : 27,7 %

Celle non-salariée était constituée des agriculteurs (2,4 %), des artisans et commerçants (5,8 %) et des chefs d'entreprise (moins de 0,4 %). Pourcentages relatifs eux-aussi à la population totale active.

Revenons, toujours en 2001, aux classes moyennes. Celles dites « supérieures » (privées et publiques confondues) représentaient environ 13,5 % de la population totale active et salariée, celles dites « intermédiaires » (toujours privées et publiques confondues)

représentaient, elles, 20,5 % de la population totale active et salariée. On peut encore essayer d'affiner ces données, toujours pour 2001. Les cadres administratifs et commerciaux, les ingénieurs et cadres techniques des entreprises (du privé et du public) représentaient alors 54,6 % de cette catégorie de salariés. Les cadres de la fonction publique, les professeurs et les professions scientifiques, ceux de l'information, des arts et du spectacle représentaient donc, eux, 45,4 % de cette catégorie de salariés.

Dans les classes moyennes dites « intermédiaires », les salariés administratifs et commerciaux, les techniciens, les contre-maîtres et agents de maîtrise des entreprises privées et publiques représentaient 58,6 % de cette catégorie de la population. Les instituteurs, les professions de santé et travailleurs sociaux, les administratifs de la Fonction publique représentaient donc, eux, 41,4 % du total de cette catégorie.

Les classes moyennes ? « On y voit trop facilement l'avenir de la classe ouvrière, l'avenir de la société elle-même » écrivait Henri Lefebvre. Nouveaux prolétaires, elles seraient celles qui possèdent, l'argument de l'individualisme étant un peu faible, les vertus pour penser et agir dans le vrai : compétence, vigueur, honnêteté. Si théoriser une « Révolution » où les classes moyennes salariées, ce que sont les ingénieurs et techniciens, qui en se libérant libéreraient le monde, n'est pas chose nouvelle, la tentative la plus explicite a été celle tentée, dans les années 70, par Jacques Chaban-Delmas et son conseiller d'alors Jacques Delors avec leur projet de « Nouvelle société ».

En 1981, dans un ouvrage collectif préfacé par Chaban-Delmas, des militants de la CGC légitimaient ainsi la prise du pouvoir par les couches sociales en question : puisque la classe moyenne, les cadres et les techniciens notamment, sont la principale source du progrès technique, « Le renouvellement en profondeur de notre société ne viendra probablement ni du patronat, ni de la classe ouvrière, tous deux trop directement en cause, matériellement, affectivement, spirituellement. Le groupe des cadres et techniciens, par contre, n'a pas le même handicap. Nouveau venu, il est en situation idéale pour penser et agir dans le vrai »



Mieux encore, avec la compétence, ils possèdent la méthode : l'approche systémique. « Celle-là même qu'ils appliquent journellement dans la vie professionnelle (et qui) n'est rien d'autre que la transposition au niveau du fonctionnement de l'esprit du mécanisme élémentaire - invention-nécessité - de l'évolution (...) Au niveau du vivant, l'invention s'appelle mutation créatrice. Au niveau des sociétés humaines, elle est invention technique, économique, politique, création d'un nouveau langage. La nécessité représente l'ensemble des contraintes (biologiques, écologiques, sociales, culturelles ...) qui caractérisent l'équilibre du milieu (...). Seule l'"approche systémique" permettra d'imaginer la nature des problèmes qui nous attendent en ce dernier quart de siècle » (*Cadres et techniciens... témoins pour l'avenir*, préface de Jacques Chaban-Delmas, Le Centurion, 1981.). Bref, la "Nouvelle société" pouvait se résumer en une image : la nation, l'État, le monde gérés à la manière, scientifique, d'une entreprise.

Henri Lefebvre remarquait - c'était en 1981, dans le tome 3 de *Critique de la vie quotidienne* - que « la thèse répandue aux États-Unis d'une révolution culturelle par les classes moyennes ne tient pas debout. Seule l'existence des classes moyennes permet à l'État providentiel de s'ériger au-dessus de la société ; cet État trouve dans sa base sociale ses ressources, son personnel, ses « sujets » passifs. Dès lors, il peut se poser avec les vertus qui conviennent aux « sujets » actifs : compétence, vigueur, gestion honnête, etc. Cela dit, ces couches et classes, n'ont aucune capacité créatrice ; elles ne peuvent inaugurer ni des formes ni des valeurs ; consommant les produits de l'industrie culturelle, elles sont incapables de créer une culture, encore moins une civilisation digne de ce nom ; elles jalonnent la route du déclin. »

Et il continuait : « Ces remarques un peu acerbes n'entraînent pas le refus et la condamnation de tout ce qui vient des classes moyennes. Loin de là. Un tel refus porte la marque du sectarisme. Les mouvements féminins ne proviennent ni des travailleurs ni de la bourgeoisie. Réformistes évidemment, leurs revendications ne transforment ni la quotidienneté, ni le mode production. Ils se contentent d'améliorer par exemple la division du travail à l'échelle du quotidien. »

La réactivation d'un projet de « Nouvelle société » par les classes moyennes, revenant comme un vieux serpent de mer - et toujours à la mode chez les idéologues de la soumission au capitalisme -, ne me semble toujours pas répondre aux questions de l'heure. Il faut alors envisager la distinction, et l'alliance, entre classe ouvrière et classes moyennes salariées autrement qu'à partir d'une « dictature » de ces dernières. Ce qui sera fait, un peu plus loin.

@@@@

Les agriculteurs ? Pas grand-chose à ajouter à l'analyse de Lefebvre, sinon que les tendances par lui constatées se sont accentuées. En 1982, les agriculteurs exploitants représentaient 2,7 % de la population totale de la France. En 1990, huit ans plus tard, ils ne représentaient plus que 1,8 % de cette population totale. En 1999, ce total était ramené à 1,3 % (642.000 individus).

Dans cet ensemble, les agriculteurs sur grandes exploitations étaient, en 1982, 0,6 %. En 1990, ils pesaient toujours 0,6 %. En 1999, ils représentaient près de 0,8 % de cette population (371.000 individus).

Les agriculteurs sur petites et moyennes exploitations, qui en 1982 pesaient 2,1 % (1.139.733 individus), ne pesaient plus, en 1990, que 1,1 %. En 1999, ceux-ci pesaient moins de 0,6 % (271.000 individus). C'est dire si la concentration impitoyable s'est effectuée au détriment des agriculteurs sur petites et moyennes exploitations. Si ces derniers étaient encore en 1990 deux fois plus nombreux que les agriculteurs sur grandes exploitations, en 1999 ils étaient 100.000 individus de moins que ces derniers.

PRODUCTION DE PLUS-VALUE ET EXTRACTION DE CELLE-CI

Nous n'entrerons pas ici dans une définition de la plus-value. Nous partirons d'Henri Lefebvre et de ces passages déjà cités du tome 2 de *Critique de la vie quotidienne* à propos de la « praxis » : « La praxis englobe à la fois la production matérielle et la production « spirituelle », la production des moyens et celle des fins, celle des instruments, celle des biens et celle des besoins. Produire et reproduire, ce n'est pas seulement lancer dans la circulation, l'échange et l'accumulation un certain nombre d'objets produits (instruments de production ou biens



de consommation). C'est aussi produire et reproduire les multiples *rappports sociaux* qui permettent la production et aussi *l'appropriation* des biens (et qui les limitent ou les entravent.) (...) ... toute société comporte et suppose une production non matérielle et cependant créatrice pratiquement, les multiples « services ». Or ces services s'insèrent dans la trame des rapports sociaux, des rapports de production et de propriété. Ils les rendent plus complexes. Ils représentent des besoins sociaux admis et contrôlés. Ils réalisent l'articulation de la production et de la consommation dans la quotidienneté (qu'il s'agisse de la distribution, des transports, de l'hygiène et de la médecine, de l'éducation et de l'instruction, des loisirs, de la publicité, des œuvres proprement culturelles, etc.) »

Dans la société moderne actuelle, la base de la production de la plus-value s'est élargie, dans l'entreprise et hors entreprise. La classe ouvrière n'est plus la seule source de production de cette plus-value (elle ne l'a jamais été). La montée massive des classes moyennes s'explique, selon moi, par ce fait : la technicité de plus en plus grande et des moyens de fabrication et des produits fabriqués et des besoins culturels grandissants de tous les agents qui participent à ce processus.

Par contre l'extraction de cette plus-value collective produite par les travailleurs du « matériel » et de « l'intellectuel », elle, provient uniquement, ou très majoritairement, du travail matériel. Je crois que, sur ce plan, les prophètes de « l'immatériel » se trompent. André Gorz, par exemple, tire argument de ce que les grandes entreprises américaines « externalisent » les tâches de 90 % du personnel pour annoncer que le « capital cognitif » (connaissances, savoir-faire) devient la force productrice principale.

Illusion bien sûr, idéologique. Le travail matériel peut être externalisé (joli mot pour ne pas dire délocalisé ou sous-traité), ou pas, c'est là cependant que l'extraction de la plus-value se réalise. Par une exploitation toujours plus féroce, pour rester compétitif, de la classe ouvrière d'abord, mais aussi d'autres catégories des classes moyennes salariées ensuite. Certains profits, dans l'entreprise, peuvent, certes, provenir des connaissances et du savoir-faire. Par exemple quand l'État ou l'un de ses appareils (CNET, entre autres) passe commande d'une étude à des laboratoi-

res et services techniques d'une entreprise privée, mais là encore il y a bien, aussi, par ces agents, production matérielle (prototypes). De toute façon, l'extraction de la plus-value réalisée à ce stade est marginale.

Je voudrais, ici, illustrer la chose par un exemple – je m'en excuse – personnel. Il y a quelques années, je travaillais dans une très grosse entreprise utilisant des technologies de pointe. Dans les usines de production, situées en province, le poids des ouvriers variait de 50 à 40 %, selon la plus ou moins grande technicité des produits fabriqués. L'autre partie des salariés – techniciens et ingénieurs, 50 à 60 % donc du total des salariés – avaient, à part les services méthodes et ceux administratifs, comme fonctions la mise au point et les réglages de ces matériels de haute technologie fabriqués.

Je travaillais alors à Paris dans un service qui avait comme fonction d'évaluer les prix de revient des matériels conçus mais pas encore fabriqués. Ceci afin de déterminer leur prix de vente selon l'importance des séries fabriquées. Étaient ainsi calculés le coût des composants matériels et les coûts main d'œuvre. Ces derniers étaient déterminés de cette manière : le coût main d'œuvre de base, celui calculé très précisément, c'était celui des ouvriers, qu'ils représentassent 50 ou 40 % des salariés. Le coût main d'œuvre des techniciens et ingénieurs de l'usine était, lui, évalué d'une autre manière : c'était un indice multiplicateur du coût « producteurs » directs. D'autres indices suivaient : ceux des laboratoires et services techniques, ceux des « administratifs », les frais généraux, les impôts, les marges bénéficiaires, etc., etc. On arrivait ainsi à un prix de revient, puis de vente, de biens matériels virtuels. Ces petits souvenirs pour dire que dans le processus de fabrication, dans la recherche du coût le plus précis, c'était toujours les « producteurs » directs - la classe ouvrière -, et leur exploitation, qui avait le rôle déterminant. Les autres catégories de salariés étaient des indices, exploités eux aussi, qui avaient certes un rôle indispensable dans la production de la plus-value, mais l'extraction de cette plus-value se réalisait, elle, concrètement au niveau des agents de production. Les choses, en la matière, ont-elles changées aujourd'hui ?



FORMES PRISES PAR LA LUTTE DE CLASSE

Un mode de production, comme concept, ne vaut que par la lecture et l'analyse qu'on en fait. Faire de tout commerce - du vivant et des choses, de l'immatériel et du matériel - conduit à ce constat et conséquence : les forces productives ne sont plus ce qu'elles étaient naguère. Y entrent, avec le travail, des « choses » autres que Marx n'avait pas vues, ou qui n'existaient pas de son temps. Les luttes de classe ne sont plus, pareillement, tout à fait celles d'hier. L'exploitation, les aliénations, qui frappent d'autres couches que la classe ouvrière font que les luttes de classe prennent d'autres formes que celles d'hier : modernes.

Dans un texte publié à Belgrade en 1983, à l'occasion du centenaire de la mort de Marx, Lefebvre indique : « Les activités étudiées par Marx et mises au premier plan par la plupart des courants marxistes concernaient le travail, la production et les lieux de production. Ces analyses des rapports de production n'épuisent pas à mon avis le mode de production (...) Elles permettent mal de comprendre son déploiement au 20^e siècle, son élasticité, ses capacités. Que se passe-t-il hors des lieux de travail ? J'ai proposé et je propose encore pour comprendre un ensemble de faits le concept de "vie quotidienne". Ce concept n'exclut en rien celui du travail productif. Au contraire : il l'implique (...) Il le complète en tenant compte des transports, des loisirs, de la vie privée et familiale, ainsi que toutes les modifications qui ont affecté au cours de l'époque moderne ces différents aspects de la vie et de la pratique sociale ».

Il ajoutait encore : « Cette attitude aboutit à faire entrer dans l'analyse et la conception marxiste des aspects négligés : l'architecture - l'urbanisme - et plus largement l'espace et les temps sociaux (...) Il faut remarquer que le temps et l'espace sont devenus à la fois des marchandises (...) c'est-à-dire des "biens" autour desquels se livrent de grandes luttes (...) c'est-à-dire pour leur emploi et leur usage » qui sont, terminait-il, « une forme moderne de la lutte de classes que n'a pas prévu Marx puisqu'elle n'existait pas de son temps » (On peut lire l'article complet dans le No 1 de *La somme et le reste*).

Précisant son idée de « forme moderne » de lutte de classe que n'avait pas

prévu Marx, Lefebvre déclarait, à propos de nouvelle citoyenneté, c'était en 1985 : « Est-ce que cela se rapporte à la lutte de classe ? Oui et non. Il y a une part de lutte pour la maîtrise de l'espace et du temps qui est une intense lutte de classe, pour la réduction du temps de travail, pour les retraites, le temps de loisir, la transformation urbaine des banlieues (...) Mais tout cela dans le même temps n'est plus une lutte de classe traditionnelle. De la même manière qu'il y a des luttes, comme celle pour la paix, qui ne sont pas étroitement la lutte de classe, mais qui la prolonge. Le combat pour une nouvelle citoyenneté est encore de la lutte de classe tout en ne l'étant plus. Il n'est pas intrinsèquement attaché à un sujet historique, la classe ouvrière déjà constituée » (Henri Lefebvre, *revue M*, décembre 1991). Les luttes des femmes, celles pour la régularisation des sans papiers et, plus généralement celles de tous les « sans », les luttes pour une « autre mondialisation », contre les guerres, etc. sont des illustrations particulièrement parlantes de ces formes modernes de lutte de classe, à l'échelle de la planète.

Ainsi théorisée, celles-ci, qui ne sont plus attachées à un sujet historique déjà constitué : la classe ouvrière, où les classes moyennes (salariées notamment) entrent évidemment en force, pourraient donner crédit aux tenants d'une « Révolution » par les classes moyennes. Ce serait faire injure à la pensée d'Henri Lefebvre que d'interpréter ainsi son constat de formes modernes de lutte de classe. Pour lui, ce constat n'est pas une négation des analyses, par Marx, des rapports de production fondés sur le travail et les lieux de production, mais au contraire une continuation, un développement de la pensée de Marx, de ce que sont devenues les forces productives dans le capitalisme moderne et les luttes de classes, modernes et traditionnelles, que ces forces déterminent.

Pour Lefebvre, le concept de vie quotidienne (qui inclut dans les forces productives des « choses » que Marx n'avait pas vu, ou qui n'existaient pas de son temps) n'exclut en rien celui de travail productif et des luttes de classes traditionnelles auxquelles ce travail productif conduit. Au contraire, dit-il, dans le concept de vie quotidienne, travail productif et lutte de classe traditionnelle sont impliqués, complétés prolongés dans l'ensemble



plus vaste que constituent les formes modernes de lutte de classe.

@@@@

« Les besoins théoriques seront-ils des besoins directement pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche la pensée » s'interrogeait Marx à propos de la réalité allemande de son époque. « Où est donc la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Voici notre réponse. Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier parce qu'on ne lui a pas fait un tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas dans une opposition particulière avec les conséquences mais dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit en un mot, la perte complète de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. Cette décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat » (Karl Marx, *L'idéologie allemande*).

Cette longue citation et prédiction de Marx - l'émancipation du monde par l'émancipation du prolétariat - ne s'est pas réalisée. Des opportunités ont peut-être existé. Le possible n'a pas été saisi, ou mal, ce qui est pire. En tout cas, le moment de sa réalisation a été manqué.

Quelle est aujourd'hui la catégorie sociale à inventer, « qui ait un caractère universel » par son aliénation universelle, « qui ne soit pas dans une opposition particulière » mais « dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique », qui « ne puisse se reconquérir... que par le regain complet de l'homme ? »

On peut faire l'hypothèse que Lefebvre, avec le concept de "vie quotidienne", a inversé le pari de Marx. Ce n'est plus, ou

plus seulement, une classe particulière qui en s'émancipant émancipera la société, le monde. C'est la société "réelle", l'ensemble des citoyens "réels" qui sont « dans une opposition générale avec toutes les présuppositions du système politique », qui en s'émancipant émanciperont aussi le prolétariat. C'est alors le citoyen réel, une nouvelle citoyenneté qui sont à inventer. Encore faut-il que la citoyenneté, qu'une nouvelle citoyenneté passe de l'en soi à la prise de conscience pour que se développe cette forme moderne de lutte des classes. Ce qui implique un renversement de l'acception actuelle, culpabilisante, de la citoyenneté : une responsabilité individuelle fondée sur des devoirs. Non, une nouvelle citoyenneté c'est essentiellement des droits, de nouveaux droits. La limite d'un droit étant déterminée par l'existence des autres droits.

Nouvelle citoyenneté ? Nous avons tenté (dans un ouvrage collectif sous la direction d'Henri Lefebvre : *Du contrat de citoyenneté*, éditions Syllepse et Périscope, 1991) une définition de celle-ci intégrant l'idée d'autogestion, comme pratique. Elle était décrite, « pour chaque individu et pour chaque groupe social, comme possibilité (comme droit) de connaître et maîtriser (personnellement ou collectivement) ses conditions d'existence (matérielles et intellectuelles), et cela en même temps comme acteur politique, comme producteur et comme citoyen-usager-consommateur, dans son lieu de résidence, dans sa cité et sa région, dans ses activités professionnelles comme dans le domaine du non-travail, mais aussi dans sa nation et dans le monde ». Cette idée de nouvelle citoyenneté devait beaucoup à Henri Lefebvre et à sa définition de l'autogestion : « Chaque fois qu'un groupe social refuse d'accepter passivement ses conditions d'existence, de vie ou de survie. Chaque fois qu'un tel groupe s'efforce non seulement de connaître mais de maîtriser ses conditions d'existence, il y a autogestion ».

@@@@

Citoyenneté, citoyenneté ! Le mot, devenu à la mode, a son complément sous forme d'adjectif. On en use et abuse : « entreprises citoyennes », « réunions citoyennes », « comportements citoyens », etc. La citoyenneté des salariés s'est cependant arrêtée à la porte de l'organisation des luttes



de classe. En tout cas chez ceux à qui normalement ce rôle est dévolu : les syndicats ouvriers. Ceux-ci ont été longtemps les porteurs légitimes de l'organisation de ces luttes parce qu'ils étaient à la fois reconnus et sollicités par les salariés. C'était le cas en 1936 et 1945. Ce l'était toujours en 1968. Ensuite sont arrivés la méfiance, le désamour. Pourquoi ? Dans les entreprises, dans les sections syndicales la coupure s'est installée, à des degrés divers selon les lieux et les moments, à la faveur d'un discours sectaire parallèle à une pratique opportuniste de plus en plus envahissante. C'est en tout cas ainsi que je l'ai vécu à l'intérieur de l'entreprise où je travaillais.

Être citoyen dans l'entreprise ? « Être citoyen producteur dans l'entreprise, sur son lieu de travail – dans le cadre de la définition d'une nouvelle citoyenneté, telle qu'elle est définie un peu plus haut – c'est dépasser la fonction de simple rouage d'un système productif par la connaissance et la maîtrise de cette fonction. C'est avoir des rapports établis sur un pied d'égalité avec les autres producteurs dans son entreprise, dans sa cité, au plan national, et au plan mondial. Cette même égalité doit aussi exister dans les rapports avec les citoyens, les usagers et les consommateurs. Le sujet politique, le citoyen, l'usager, le consommateur ne sont pas hors entreprise. Cela autorise le questionnement, la prise de position et de décision sur la finalité de son travail, sur les conséquences qu'a ce travail en matière d'environnement et sur les problèmes éthiques qu'il peut poser. En bref, il s'agit de substituer, dans l'entreprise et hors entreprise, des rapports de coopération à des rapports marchands conditionnés, entre autres, par la publicité. » écrivions-nous, en 1991, dans *Du contrat de citoyenneté*.

La parole et la pratique syndicale, partout, étaient, elles le sont toujours semble-t-il, à cent lieues d'une telle perspective. Parce qu'enfin, ce dont il était question dans cette citation c'était d'autogestion mais aussi d'auto-organisation de la lutte de classe. Cette auto-organisation des luttes étaient, après 1968, combattue par les grandes centrales syndicales. Avant, la question ne se posait pas trop dans la mesure où les salariés se reconnaissaient dans les organisations syndicales.

L'opposition à l'auto-organisation des luttes dans l'entreprise n'avait pas toujours été la règle. Je me souviens, j'étais jeune fraiseur-outilleur – c'était dans les années 50 -, avoir travaillé dans une entreprise de mécanique de précision (200 à 300 professionnels de haut niveau) où subsistait, à la faveur de la présence de quelques vieux compagnons CGT (mais sans existence d'une section syndicale), des restes d'auto-organisation sans doute due à la persistance de traditions anarcho-syndicalistes. Ainsi l'ordre du jour des réunions du Comité d'entreprise était fixé par l'ensemble des ouvriers qui se réunissaient à cet effet. Cela pouvait durer des heures (non payées) et, était alors signe de problèmes pour le patron. De même, au retour de la réunion du Comité d'entreprise, et du compte-rendu obligatoire de celle-ci devant l'ensemble des ouvriers (cela pouvait encore durer des heures) les propositions patronales étaient, elles, alors acceptées ou rejetées, ce qui pouvait conduire à une nouvelle réunion avec la direction de l'usine. Ceci n'est pas pour raconter mes mémoires, mais pour dire que dans les années 50 existaient encore des traces de traditions auto-organisationnelles. Ce qui était mal vu par la très grande majorité du patronat français, mais aussi par les directions des centrales syndicales.

« La guerre » engagée, après mai 68, par la bourgeoisie contre la classe ouvrière fut d'autant plus facilement gagnée que ces centrales syndicales, alors, se refusèrent à laisser se déployer cette auto-organisation des luttes de classe qui, probablement étaient la seule manière de contre-attaquer.

Je me souviens d'un article publié en 1984, signé de Victor Fay et d'Henri Lefebvre où ceux-ci écrivaient : « En France, toutes les organisations de classe des travailleurs, à l'exception de la CGT-FO, ont adhéré, avec plus ou moins de réticences, au principe de l'autogestion, sans renoncer pour autant au centralisme autoritaire pour le parti communiste, au parlementarisme pour le parti socialiste, à la prépondérance des appareils pour les centrales syndicales.

Qu'une telle coexistence soit à la longue conflictuelle, que l'autogestion embryonnaire, sous forme d'une expression directe des travailleurs soit peu et mal appliquée, malgré les lois Auroux et la décentralisation territoriale, tout cela montre, qu'outre la ré-



sistance acharnée de la bourgeoisie, les organisations ouvrières, tant politiques que syndicales, craignent que les organes, même très limités dans leurs droits, de la démocratie directe, ne restreignent leur responsabilité et ne court-circuitent leurs structures organisationnelles. »

Je peux essayer d'illustrer, à partir d'exemples personnels, cette opposition des directions des centrales syndicales CGT et CFDT à la démocratie directe, à l'auto-organisation des luttes de classe. En 1980, avec quelques amis (Victor Fay, Jean-Marie Demaldent, Victor Leduc, Henri Lefebvre et quelques autres) nous avons créé un groupe de réflexion consacré à l'autogestion. Ce collectif, après la victoire de la gauche du 10 mai 1981, se mua, par l'adhésion de quelques hauts responsables syndicaux, en groupe d'action.

Ainsi lancions-nous, en juin 1981, un *Appel pour l'extension de la démocratie dans l'entreprise et la commune*. Avec ce texte, l'objectif que nous souhaitions atteindre (nous n'étions pas naïfs) était moins l'espoir de convaincre les grandes centrales syndicales de la justesse de ce qui était énoncé dans l'Appel, que de contribuer modestement à une prise de conscience des travailleurs sur ces questions.

Dans ce texte, « Les signataires appellent :

1 - à la création de conseils d'atelier, de bureau et de service auxquels participeront tous les salariés ; ces conseils ne se substituant ni aux comités d'entreprise, ni aux délégués du personnel, ni aux sections syndicales ;

2 - à la création de comités dans les quartiers dont les délégués participeront de droit aux travaux des commissions du Conseil municipal ;

3 - à l'attribution de pouvoirs d'initiative, de contrôle et de décision aux conseils d'atelier, de bureau, de service et aux comités de quartier. Ces pouvoirs s'exerçant notamment par la compétence à organiser à chaque niveau (atelier, bureau, service, entreprise, quartier, commune...) la consultation des travailleurs ou le référendum. Celui-ci portant sur toutes les questions ayant trait aux conditions de travail et d'existence et pouvant être à l'initiative populaire.

Une telle extension de la démocratie dans l'entreprise et la commune sera d'autant plus rapidement prise en compte que se développera une union à la base, formulant ses propres exigences politiques et contrôlant le respect des engagements pris par les partis au pouvoir. Cette

union à la base doit prendre la forme d'une organisation large et ouverte, rassemblant tous les travailleurs.

Il s'agit ainsi d'aller vers l'autogestion des conditions de travail, des conditions d'existence et des conditions de lutte des travailleurs.

Il est nécessaire que les parlementaires de gauche votent des propositions ou des projets de loi allant en ce sens. »

On trouvait parmi les signataires : Christine Buci-Glucksmann, René Buhl, Victor Fay, Jean-Pierre Faye, Victor Leduc, Henri Lefebvre, Gérard Mendel, Jean-Louis Moynot, Madeleine Reberioux, Michel Rolant, etc., etc.

Nous étions d'autant moins naïfs à propos des positions sur ces sujets de la CGT et de la CFDT que, je me souviens, c'était trois ou quatre jours avant le 10 mai 1981, d'une réunion à laquelle participait Jean-Louis Moynot qui venait d'être débarqué de ses responsabilités au secrétariat confédéral de la CGT et Michel Rolant dont c'était aussi, conséquence du recentrage de la CFDT, le dernier jour d'exercice comme No 2 au secrétariat confédéral de ce syndicat. Je me souviens aussi, c'était un peu plus tard, d'une communication téléphonique avec René Buhl (il était alors, lui aussi No, 2 au secrétariat confédéral de la CGT). Il était très énervé et surtout très en colère. Il sortait en effet d'une réunion du Bureau confédéral où les choses avaient failli se terminer en affrontements physiques. Ainsi l'opposition à la démocratie directe pouvait, alors, conduire à l'action directe. René Buhl fut rapidement, lui aussi, alors évincé du secrétariat confédéral de la CGT. Sur ces petites histoires, on peut lire *L'autogestion : une utopie réaliste* aux Éditions Syllepse, 1996.

Je me souviens encore, c'était toujours en 1981, mais dans mon entreprise cette fois, de grèves très motivées qui s'y étaient engagées à propos de l'application particulière par la Direction de la loi de 39 heures qui avait été adoptée par le Parlement. J'avais suggéré alors à la section syndicale CGT de créer, à la faveur de ces grèves, des Conseils d'ateliers et de bureaux. Pas de réponse pendant un certain temps. Puis à la fin du mouvement - c'était gagné -, au cours d'un défilé, le secrétaire de la section syndicale ma prend à part et me déclare : « tu vas être content. On va créer un Conseil d'atelier à la « mécanique »,



là on contrôle. » Il va sans dire que même dans ces ateliers il n'y eu pas création de Conseil d'atelier. Ceci pour dire que l'opposition à l'auto-organisation des luttes n'était pas seulement un fait au sommet de l'appareil syndical, elle sévissait aussi à la base.

Actuellement un mot revient très fort : « émancipation ». L'initiative internationale prévue par *Espaces Marx* au printemps 2004 est, par exemple, intitulée : *Comment penser aujourd'hui une perspective d'émancipation humaine ?* Cela renvoie à cette question : cette émancipation humaine sera-t-elle vécue par les uns et les autres comme un cas de figure où le « père » est seul en situation d'émanciper ses « enfants » ? Ou bien, les enfants devront-ils « tuer » le « père » pour s'émanciper ?

La réponse, selon moi, devrait être la suivante : l'émancipation humaine sera le fait des intéressés eux-mêmes et les syndicats ouvriers, les partis politiques qui prônent cette émancipation devraient accompagner, encourager cette auto-émancipation, cette auto-organisation des luttes.

Actuellement nous sommes dans une situation de guerre peut-être perdue par la classe ouvrière et d'une victoire de la bourgeoisie qui semble totale. Il est évident que cette dernière privilégie des négociations, quand elle ne peut s'en passer, avec des syndicats affaiblis et de moins en moins représentatifs qu'avec des syndicats ouvriers s'appuyant sur un mouvement auto-émancipateur participant, lui aussi, aux négociations.

Pour préserver ce qu'ils croient être leur pré-carré, un pouvoir, les organisations se réclamant du mouvement ouvrier peuvent continuer à s'opposer, dans la pratique, à l'auto-organisation des luttes. Dans les paroles, il en va parfois différemment : « ... malgré les déclarations du secrétaire général de la CGT lors du 44^e congrès, puis lors du centenaire de la confédération dans lesquels il s'est plu à rappeler tout l'intérêt que la CGT portait aux aspirations démocratiques des salariés et à l'auto-organisation des travailleurs, il n'est pas sûr que les pratiques syndicales – des organisations dans leur ensemble – aient véritablement évolué à cet égard. Pour le moment, la forme des liens que propose le syndicalisme, son rôle fondamental dans la

structuration des actions collectives et dans l'organisation des luttes des salariés demeurent problématiques et inchangés. » écrit Jean-Michel Denis (*Les coordinations*, éditions Syllepse, 1996). Dans ces conditions, le désamour entre les salariés et leurs syndicats continu à se creuser et l'affaiblissement de ces derniers à s'accroître.

La responsabilité des syndicats ouvriers est aujourd'hui grande quant à l'efficacité des luttes défensives, quant à l'émergence aussi de luttes offensives. Le terrain à reconquérir par la classe ouvrière et ses alliés potentiels est immense : fragmentation et précarisation des salariés par la multiplication des statuts, chômage, etc. Celui à conquérir est non moins grand : nouvelle organisation du travail, socialisation des grands moyens de production, d'échanges et d'information, extension de la démocratie et de la citoyenneté. Il est curieux, et il serait malsain, qu'il n'y ait pas débat public sur ces sujets.

LES COORDINATIONS

« La vieille taupe poursuit son errance pas si aveugle que l'on veut bien le prétendre : conseils ouvriers de 1905 et de 1917 en Russie ; conseils ouvriers d'Allemagne, de Hongrie ; Cronstadt révoltée ; Ukraine makhnoviste ; collectivisation dans l'Espagne républicaine ; autogestion des biens vacants dans l'Algérie de l'indépendance, etc., etc. Mythes passéistes ? Et la Pologne de 1980 ? Le défaut majeur de ces excavations périodiques de la vieille taupe est de n'être pas conforme à l'image et aux intérêts de la "révolution des intellectuels" (Makhaïvski) » écrivait René Lourau en 1985.

Depuis 1968, en France, la « vieille taupe » n'a cessé, dans les luttes de classe à creuser sa galerie et à ressurgir. Dans des grèves dites sauvages, dans celles autogestionnaires des années soixante-dix dont « Lip » est l'exemple par excellence, avant que n'apparaisse, dans les années 80, une forme nouvelle : les coordinations. C'est le conflit étudiant et lycéen en 1986, celui de la SNCF en 1986-1987, le conflit des instituteurs en 1987, celui de la SNECMA en 1988, des infirmières en 1988-1989, d'Air France en 1988 et récemment, en 2003, les mouvements des instituteurs et des intermittents, pour ne citer que les plus marquants. Seule exception à la règle dans ce panorama : le mouvement des luttes en 1995. Ici, pas de coordinations.



Cependant, note Jean-Michel Denis dans l'ouvrage déjà cité : « Une profonde similitude existe entre le mouvement social de 1995, même si concrètement il n'y a pas eu de coordination, et les mouvements passés : les questions posées par les salariés en lutte dépassant très largement le cadre strict du conflit salarial – ce que beaucoup d'observateurs sociaux n'ont pas vu ou voulu voir. L'aspect original de ce dernier conflit, mais qui est directement hérité de l'expérience des coordinations, provient de ce que les grévistes ont délibérément et radicalement inscrit leurs revendications professionnelles dans un espace plus large que l'on qualifiera de citoyen ». Pourquoi, en 1995, les coordinations n'ont-elles pas structurées le mouvement social ? Pour Jean-Michel Denis, dans les années quatre-vingt, « les organisations syndicales avaient été absentes au démarrage des conflits, laissant un espace vide dans lequel se sont engouffrées les coordinations (...) En 1995, la situation n'est absolument pas identique. Même si ce ne sont pas forcément les syndicats qui ont été à l'origine du mouvement, le terrain de la mobilisation a été extrêmement couvert et balisé par des organisations syndicales très présentes ». Les organisations syndicales étaient non seulement très présentes mais aussi très unitaires. Mieux, le mouvement de 1995 a surpris par sa haute tenue démocratique. « Des assemblées générales quotidiennes et souveraines ont été conduites dans tous les secteurs en grève et celles-ci ont été respectées voire même impulsées par les organisations syndicales. »

Les coordinations naissent une dizaine d'années après les premiers signes de crise affectant les deux principales confédérations (CGT et CFDT). Paradoxalement, ces coordinations ont émergé à la fois dans des corporations peu syndicalisées et dans d'autres l'étant fortement, mais c'est l'incapacité apparente des organisations syndicales à répondre aux attentes des salariés qui a généralement conduit des syndicalistes à réactiver de telles structures de lutte. « Dans tous les conflits étudiés, une dualité de fait existe déjà entre les militants syndicaux qui participent activement à tous les moments cruciaux des coordinations, et leurs structures syndicales. Un bon nombre d'entre eux se retrouvent ainsi en porte-à-faux, étant parfois

obligés de choisir entre deux politiques divergentes, ou entre l'engagement dans les actions promues par leur organisation et celles impulsées par les structures d'auto-organisation. » écrit Jean-Michel Denis dans *Les coordinations*, première synthèse exhaustive importante sur le sujet.

S'il est plus juste de parler de méfiance des coordinations vis-à-vis des organisations syndicales que d'anti-syndicalisme – méfiance qui anime autant les grévistes non-syndiqués que les animateurs syndicalistes des coordinations -, elle est à mettre en contrepoint de celle des directions syndicales à l'égard des coordinations. « ...plus on monte dans la structure pyramidale des syndicats et plus les jugements portés sur les coordinations se montrent critiques pour ne pas dire résolument hostiles, les points de vue diffèrent selon la place des militants et selon les lieux où ils s'expriment : sections locales, fédérations et unions départementales. Les organisations syndicales sont structurées, dans l'action collective, par des rapports de force entre partisans de la démocratie syndicale et partisans de la démocratie ouvrière ou entre ceux favorables aux politiques centrales et ceux prenant en considération les situations et actions locales. » dit Jean-Michel Denis.

Le mouvement des coordinations, tel qu'il s'est développé jusqu'à présent, montre à l'évidence ses limites. Première de celle-ci : si les mobilisations en coordinations ont correspondu aux luttes du secteur public et, plus généralement, à celui des « services » - là où classe ouvrière et classes moyennes salariées intermédiaires ont participé parfois seules (instituteurs, SNECMA) et parfois ensemble (SNCF, infirmières, Air France) -, jamais pratiquement il n'y eu de coordinations dans le « privé »

Autre limite jusqu'ici des coordinations : leur inscription dans le court terme. D'après Jean-Michel Denis, pour les animateurs des coordinations, celles-ci ne sont que des outils de lutte ponctuels, bâti pour faire face à des objectifs limités. Elles ne constituent pas pour autant un modèle idéal pouvant résoudre les problèmes posés par la crise du syndicalisme. Les réticences, les oppositions aux pratiques syndicales ne s'expriment pas en termes idéologiques mais en termes d'efficacité. Aucune dimension



anarcho-syndicaliste ne peut, par exemple, être relevée dans les mouvements de coordination.

« ... alors, que, en droit, autonomie et institution ne s'opposent nullement (même si la question de la création d'institutions de l'autonomie dans le monde moderne reste entièrement ouverte), Jean-Michel Denis a raison de les opposer dans la « conscience » ou la perception des gens, puisque pour ceux-ci les institutions, les seules concevables, sont celles qu'ils rencontrent – État, partis, syndicats, entreprise... - et que celles-ci sont justement perçues comme des institutions de l'hétéronomie. Nous sommes là devant le nœud de la situation historique contemporaine. Les gens tirent de leur expérience la conclusion que les institutions ne peuvent être que des institutions de l'hétéronomie – concrètement, bureaucratiques – que donc il est futile d'essayer d'en créer d'autres. Par là même, ils renforcent et consolident l'existence de ces institutions que leur action aurait pu mettre en question s'ils pensaient et se comportaient autrement. » écrit Cornélius Castoriadis dans sa préface à l'ouvrage de Jean-Michel Denis.

@@@@@

Il peut sembler que ce mouvement des coordinations, qui n'en finit pas de renaître, relève de ce que l'on pourrait appeler les luttes de classe traditionnelles. Cela est vrai... en grande partie. Si ces mobilisations ont toujours, au départ, des motifs corporatistes (ce qui n'a rien de péjoratif) : atteintes à des droits acquis, remises en cause de classifications professionnelles, atteintes au statut de service public, à la dignité des salariés, etc., il arrive souvent, quand ces mobilisations se développent, qu'elles prennent une autre dimension. Les revendications professionnelles s'inscrivent alors dans un espace plus large, plus global « que l'on qualifiera de citoyen » disait Jean-Michel Denis. Au-delà des actions de défense corporatistes d'un service public est pris en compte l'intérêt de l'utilisateur, qu'il soit salarié ou non, et la lutte est alors aussi menée en son nom. Ce qui dépasse la forme traditionnelle de la lutte de classe et la rapproche de ce que Lefebvre nommait sa forme moderne.

Forme moderne de la lutte de classe qui, rappelons-le, n'est plus attachée à un sujet historique déjà constitué (la classe ou-

vrière) et qu'illustre parfaitement « l'antimondialisation », aujourd'hui devenue « altermondialisation ». Mouvement qui associe, là aussi dans des luttes plus défensives qu'offensives, des individus et des groupes aux motivations très diverses. Mouvement d'emblée international qui, par sa diversité même, préfigure peut-être cette nouvelle citoyenneté qu'Henri Lefebvre définissait comme la synthèse du citoyen politique, du citoyen producteur et du citoyen urbain. Mouvement qui n'est pas, non plus, sans ambiguïtés. Ce qui anime l'ensemble du mouvement altermondialiste, c'est en effet l'antilibéralisme et, plus précisément, l'antilibéralisme économique. Mais derrière cet antilibéralisme unanime, il y a ceux voulant simplement en limiter les excès et il y a ceux qui veulent le conduire, plus radicalement, vers un anticapitalisme.

S'agissant des premiers, l'argument est ancien – c'était déjà, il y a plus de quinze ans, ce qu'avait théorisé John Rawls dans *Théorie de la justice* – et n'a, malgré la notoriété de ceux qui prônaient ce travail de Sisyphe, rien empêché, même quand ses tenants étaient (la gauche) aux « affaires ». Quand, aujourd'hui, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, affirme, en août 2003, que c'est à sa formation politique qu'il appartiendra de donner « une traduction » et un « débouché politique » à l'antilibéralisme qui s'était exprimé sur le plateau du Larzac, c'est encore de la version molle de l'antilibéralisme qu'il s'agit, celle qui s'inscrit dans le cadre du capitalisme. Son « changer le monde » d'aujourd'hui, après le « changer la vie d'hier » n'est en rien un dépassement, ou une suppression, du capitalisme réellement existant. Ici, le passé ne plaide pas pour le futur.

S'agissant des seconds, de ceux voulant conduire le mouvement altermondialiste vers l'anticapitalisme, il leur reste à formuler ce par quoi ils veulent remplacer ce mode de production pour être crédible. Pour certains, le mouvement social, dans sa diversité, se suffirait à lui-même pour « changer le monde ». Pour d'autres, les forums et autres lieux de débats conduiraient à une co-élaboration du politique. Il reste qu'à ce jour, chez ces altermondialistes anticapitalistes, pas de projet global politique, pas de perspectives en termes de lutte de classe ni en termes



d'alliances de classe. Pas de connexion non plus entre l'altermondialisation, forme emblématique de la forme moderne de la lutte, et les formes de lutte de classe traditionnelles, notamment celles animées par les coordinations.

Ces constats plutôt pessimistes ne sont peut-être pas définitifs. Les diverses coordinations, celles existantes et celles à venir, peuvent prendre conscience de la nécessité d'une durabilité, et donc d'une certaine institutionnalisation, et aussi de la nécessité d'une coordination entre-elles. Il ne faut pas non plus nécessairement douter de la possibilité des grandes organisations syndicales à se moderniser et à accepter, en actes, l'auto-organisation des luttes de classe. Peut-être se trouvera-t-il, parmi elles, des « Michel Rolant », des « René Buhl » capables de les en convaincre.

Derniers constats, disons virtuels et donc tendus vers un possible (« N'adhère fortement au présent que celui qui aperçoit le devenir, c'est-à-dire le virtuel et le possible » disait Lefebvre dans *La somme et le reste*) : transformer véritablement le monde, à la manière dont Marx l'entendait et non à celle de François Hollande, c'est-à-dire passer du mode de production capitaliste à un « autre » mode de production, d'où la nécessaire compréhension du déploiement de la lutte de classe, avec sa forme traditionnelle incluse dans celle « moderne ». Cette compréhension en est l'une des clefs. L'une des conditions, majeure, pour parvenir à une « transformation du monde », me semble être l'alliance des producteurs de plus-value, ceux issus de la classe ouvrière et ceux issus des classes moyennes salariées dites intermédiaires par l'INSEE. Autre condition, non moins majeure : rendre toute la dignité qui leur est due à ceux qui sont au centre de la surexploitation capitaliste : la classe ouvrière. Ceux à qui « l'on » a fait le plus la « guerre », ceux par qui passe l'extraction de la plus-value fabriquée par les uns et les autres.

Ce texte, s'il se veut une contribution à la réflexion sur les luttes de classe dans les conditions actuelles du capitalisme, doit surtout être lu comme une introduction au débat. Ce premier numéro spécial de la revue *La somme et le reste* sera donc suivi d'autres sur le même sujet, avant de passer à d'autres « fondamentaux ». Toute critique, tout point

de vue, toute suggestion... et tout texte seront donc les bienvenus.

Armand Ajzenberg,
août 2003

la somme et le reste

Sommaire du No 1

ACTUALITÉS – PUBLICATIONS

- N. Guterman, H. Lefebvre : Comment devient-on électeur du Front national ? Comprendre 2
- Programme d'études sur Henri Lefebvre au L.A.B.U.R. (Brésil) 6
- Arnaud Spire : Henri Lefebvre, le retour 8

COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)

- Rémi Hess : Vue panoramique sur la vie et l'œuvre d'Henri Lefebvre 11
- Lucien Bonnafé : La tête de la passion 17
- Laurent Devisme : Lire Henri Lefebvre 19

TEXTES

- Henri Lefebvre : A propos du centenaire de la mort de Marx (1984) 20

COURRIER - DÉBATS

- A. Ajzenberg: Comment naît un Manifeste? 27

la somme et le reste

Sommaire du No 2

ACTUALITÉS – PUBLICATIONS

- Jean-Paul Monferran : La révolte et le crime. 2
- Lucien Bonnafé : Diviser pour régner ? 3

COLLOQUES (St-Denis - Paris VIII - juin 2001)

- José de Souza Martins : Les temporalités de l'histoire dans la dialectique de Lefebvre. 6
- Eulina Pacheto Lutfi : Lefebvre et les fondements théoriques des représentations. 13
- Ana Cristina Arantes Nasser : Travail, famille et loisir (relation et représentation dans la vie des exclus sociaux). 18

TEXTES

- Henri Lefebvre : Justice et vérité 22
- Alain Anselin : Nous sommes tous des Haïtiens. 26

COURRIER - DÉBATS

- Sebastien Raoul : Lettre 29

